



Une première en Algérie

DJEZZY AUTORISÉ À CRÉER SA SOCIÉTÉ DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

La Banque d'Algérie vient d'accorder à Djezzy une autorisation pour créer une société spécialisée dans les services de paiement électronique, une première dans le pays. Cette décision marque une nouvelle étape dans l'ouverture et la structuration du marché du paiement électronique et ouvre la voie à l'entrée d'un opérateur de télécommunications dans ce secteur. P2

Algérie-UE

UN NOUVEAU CHANTIER POUR VALORISER LE BIO ALGÉRIEN À L'EXPORT P3

Élections locales de novembre

L'AUTORITÉ NATIONALE DRESSE UN PREMIER BILAN DES CANDIDATURES P2

Tour de table du gouvernement autour du pouvoir d'achat et de la ligne El Meniaa-In Salah-Tamanrasset

SIFI GHRIEB MET LES BOUCHÉES DOUBLES

Le gouvernement met le cap sur la rentrée sociale et les grands projets structurants. La réunion présidée par Sifi Ghrieb a permis de faire le point sur l'approvisionnement du marché, le lancement de la ligne ferroviaire El Meniaa- In Salah-Tamanrasset et plusieurs projets hydrauliques destinés à sécuriser l'alimentation en eau potable. P2



Une première en Algérie
Djezzy autorisé à
créer sa société
de paiement
électronique

L'Algérie fait un nouveau pas vers la généralisation du paiement électronique. Après avoir ouvert la voie à cette activité, la Commission monétaire et bancaire vient d'accorder une première autorisation à Djezzy pour la création de sa filiale dédiée aux services de paiement. Une première dans le pays.

« Le Conseil monétaire et bancaire a décidé d'autoriser Djezzy Payment Services, filiale d'Optimum Telecom Algérie, à se constituer en Prestataire de Services de Paiement (PSP) », a annoncé la Banque d'Algérie dans un communiqué publié hier. Cette décision marque ainsi le lancement du processus réglementaire devant permettre à l'opérateur de développer une activité de paiement mobile à travers une structure spécialisée. Dans son communiqué, la Banque d'Algérie rappelle que les Prestataires de services de paiement constituent de nouveaux acteurs du paysage financier national. Ils sont définis comme des « intermédiaires financiers faisant partie des nouveaux acteurs créés dans le cadre de la loi 23-09 portant Loi monétaire et bancaire, visant à diversifier les moyens de paiement et contribuer au renforcement de l'inclusion financière ».

Une première autorisation
avant l'agrément

L'autorisation accordée à Djezzy Payment Services intervient conformément au « règlement n° 25-02 fixant les conditions d'autorisation de constitution, d'agrément et d'exercice d'activités des Prestataires de Services de Paiement », précise la Banque d'Algérie. Cette première étape ne vaut toutefois pas encore agrément définitif. L'autorisation de constitution devra être suivie d'une demande d'agrément auprès de la Banque d'Algérie. Celle-ci devra être déposée « au plus tard, douze mois, à compter de la date de notification de la décision d'autorisation de constitution ». À travers l'introduction de ces nouveaux acteurs, les autorités monétaires entendent accélérer la transformation numérique du secteur financier et élargir l'accès aux services de paiement. L'autorisation des PSP s'inscrit également dans la volonté de réduire le recours au cash dans les transactions commerciales et de renforcer les dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent. L'arrivée de Djezzy Payment Services constitue ainsi une première concrétisation du nouveau cadre réglementaire consacré aux prestataires de services de paiement en Algérie, avec l'objectif de diversifier davantage les moyens de paiement et d'accompagner la digitalisation de l'économie nationale.

Y. R.

TOUR DE TABLE DU GOUVERNEMENT AUTOUR DU POUVOIR
D'ACHAT ET DE LA LIGNE EL MENIAA-IN SALAH-TAMANRASSET

Sifi Ghrieb met les bouchées
doubles

Sur la table de la réunion
du gouvernement, tenue
hier, la rentrée sociale et
l'avancement des travaux
du projet ferroviaire
Meniaa-In Salah-
Tamanrasset.

Saillie à l'ordre du jour, le Premier ministre, s'est, ainsi, enquis des mesures prises dans le cadre de la préparation du lancement du projet de réalisation de la ligne ferroviaire El Meniaa-In Salah-Tamanrasset.

A ce chapitre, Sifi Ghrieb n'a pas manqué de rappeler les directives du président de la République énoncées lors de la réunion du Conseil des ministres du 6 septembre passé ; quand celui-ci avait souligné le caractère stratégique du projet, considéré comme une priorité nationale et insisté sur la concentration des efforts pour le livrer dans les délais impartis pour garantir sa mise en service fin 2028.

Autre priorité à l'agenda de l'Exécutif, ce mardi, la protection du pouvoir d'achat.

Un volet avec lequel, le gouvernement avait entamé sa séance, du reste, en suivant un exposé sur la situation de l'approvisionnement du



marché national en produits agricoles et denrées alimentaires de base. Il y a lieu de relever que cet exposé a englobé les différentes mesures réglementaires et opérationnelles prises à l'occasion de la rentrée sociale, dans le cadre de la mise en œuvre d'un dispositif à plusieurs niveaux, fondé sur l'anticipation et la veille, et ce, pour réguler le marché et protéger le pouvoir d'achat, garantir les stocks, maîtriser les flux et renforcer le contrôle sur l'ensemble du territoire national.

L'occasion pour le Premier ministre de souligner la nécessité de poursuivre le soutien à ce secteur straté-

gique et d'accompagner les agriculteurs à toutes les étapes de la production et de la commercialisation à travers les différentes filières agricoles, afin de renforcer les capacités de production nationale dans ce domaine.

Par ailleurs, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de plusieurs projets s'inscrivant dans la politique publique de renforcement de la sécurité hydrique, le gouvernement a eu, également, à écouter un exposé présenté par le ministre de l'Hydraulique sur l'état d'avancement des travaux complémentaires de raccordement du rejet de la station de des-

salement d'eau de mer d'El Tarf. Il est à préciser que le projet vise à assurer l'exploitation optimale de cette station et à améliorer le service d'alimentation en eau potable pour les habitants des wilayas d'El Tarf, Annaba, Skikda et Guelma.

Dans cette même veine l'Exécutif a prêté l'oreille à une communication concernant le projet de réalisation du canal de transfert d'eaux brutes reliant le barrage d'Oued Djedra au barrage d'Ain Dalia, destiné à renforcer et à sécuriser l'alimentation en eau potable des habitants de plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras.

N. B.

Élections locales de novembre

L'Autorité nationale dresse un premier bilan des candidatures

L'Autorité nationale indépendante des élections a rendu public hier un communiqué dressant le bilan provisoire des dossiers de déclaration collective de candidature retirés pour les élections des assemblées populaires communales et de wilaya du 28 novembre prochain. Les chiffres s'arrêtent au 23 septembre à 11 h 30. Pour les

assemblées populaires communales, 12 881 dossiers ont été retirés et distribués dans 1 541 communes. La très grande majorité, soit 12 557, émane de formations politiques. Ils se répartissent entre 34 partis. Vingt dossiers ont été présentés sous l'égide d'une coalition de partis. Les listes indépendantes, au nombre de 304, concernent 214

communes. Les formulaires de signatures individuelles retirés atteignent le chiffre de 2 973 261. À la même date, seuls cinq dossiers de partis politiques avaient effectivement été déposés. Du côté des assemblées populaires wilayales, 672 dossiers ont été retirés dans 69 wilayas. Parmi eux, 644 portent le label d'un parti politique et concernent 31

formations. Trois dossiers relèvent d'une coalition et 25 listes indépendantes ont été constituées dans 21 provinces. Les formulaires de signatures individuelles s'élèvent à 536 389. Ces données donnent une première image de la mobilisation des partis et des listes indépendantes à quelques semaines de l'ouverture officielle du dépôt des candidatures.

B. B.

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ
Arkab sur le terrain

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a entamé, hier, une visite de travail et d'inspection de deux jours dans les wilayas d'Annaba, Souk Ahras et Tébessa, ainsi qu'à Bir El Ater, accompagné d'une importante délégation ministérielle ; composée de ministre des Travaux publics, Abdelkader Djellaoui, le ministre des Mines, Mourad Hanifi, ainsi que le P-dg de Sonatrach, Nouredine

Daoudi, ainsi que plusieurs cadres des trois secteurs, et chargée notamment, du suivi du projet a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Selon la même source, cette visite intervient dans le cadre du lancement officiel des travaux de réalisation du projet de phosphate intégré et du suivi régulier de son avancement sur le terrain. Elle fait notamment suite à la signature, le 12 août dernier, de contrats portant sur

la réalisation de plusieurs infrastructures stratégiques liées au projet. Il faut savoir que, considéré comme l'un des projets structurants de l'économie nationale, le projet de phosphate intégré vise à développer et à exploiter les ressources minières nationales, ainsi qu'à transformer et valoriser le phosphate localement, afin d'augmenter la valeur ajoutée et de renforcer les exportations hors hydrocarbures.

Il convient de relever qu'au cours de leur déplacement, les membres de la délégation ministérielle inspecteront les différentes installations et infrastructures liées au projet dans les wilayas concernées, notamment les sites d'extraction et de valorisation minière, les complexes et unités de transformation, ainsi que les réseaux de transport et les infrastructures logistiques destinées à accompagner le projet.

R. N.



Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YOUSSEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

81^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

L'Afrique entend peser dans la gestion des affaires du monde

Le président du Parlement panafricain, Fatah Boutbig, a mis en avant, à New York, la volonté de l'Afrique de renforcer sa voix et son influence dans les débats internationaux. À l'occasion de la 81^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, il a souligné la nécessité pour le continent de défendre ses priorités et ses intérêts communs et de jouer un rôle accru dans la gestion des affaires du monde.

PAR NASSIM TERKI

Le président du Parlement panafricain, Fatah Boutbig, a mis en avant les priorités du continent africain à l'occasion de sa participation à l'ouverture du débat général de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. Cette participation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la prise en compte des priorités africaines dans l'agenda international et à faire entendre les préoccupations et les aspirations des peuples du continent dans les débats mondiaux. Les questions liées à la paix et à la sécurité, au développement durable, aux droits de l'homme, à la bonne gouvernance et à l'intégration continentale figurent parmi les principales priorités mises en avant. Dans ce contexte, l'accent est également mis sur le rôle de la diplomatie parlementaire pour porter les aspirations des peuples africains et défendre leurs intérêts communs. En marge du débat général, Fatah Boutbig a tenu une série de rencontres et d'entretiens avec plusieurs dirigeants, responsables et diplomates au siège des Nations unies. Il s'est notamment entretenu avec le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, le représentant permanent de l'Union africaine auprès des Nations unies, l'ambassadeur Mohamed Idriss, ainsi qu'avec le commissaire de l'Union africaine aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité, l'ambassadeur Bankole Adeoye. Ces rencontres ont porté sur plusieurs des principales questions ins-



crites à l'ordre du jour, ainsi que sur les positions et les priorités africaines dans le cadre des travaux de cette session. À cette occasion, le président du Parlement panafricain a souligné la mission de cette institution, qui consiste notamment à porter la voix des peuples africains et à défendre leurs aspirations. Il a relevé que la participation à l'Assemblée générale de l'ONU constitue une occasion de faire entendre la voix du continent et de veiller à ce que ses priorités soient prises en compte dans les discussions internationales. Fatah Boutbig a également mis en avant la contribution de la diplomatie parlementaire à l'élaboration des déci-

sions ayant une incidence sur l'avenir commun de l'Afrique. En participant aux travaux de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le Parlement panafricain, en tant qu'organe de l'Union africaine, entend renforcer les échanges et les partenariats avec les différents acteurs internationaux. Cette démarche vise également à soutenir la mise en œuvre des priorités de l'Union africaine et de l'Agenda 2063, tout en plaidant pour une gouvernance mondiale plus juste et plus représentative, à même de répondre aux aspirations du continent et de renforcer sa présence dans les processus de décision à l'échelle internationale. ■

ALGÉRIE-UE

Un nouveau chantier pour valoriser le bio algérien à l'export

L'Algérie et l'Union européenne franchissent une nouvelle étape dans leur coopération agricole avec le lancement d'un projet de jumelage consacré au développement de l'agriculture biologique et à la valorisation des produits agricoles de qualité. Cette initiative vise à renforcer le cadre réglementaire et institutionnel national, améliorer les mécanismes de certification et de labellisation et, à terme, accroître la compétitivité des produits algériens, notamment sur les marchés extérieurs. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné la portée stratégique de ce programme, estimant que le développement de l'agriculture biologique et le renforcement du système des produits agricoles de qualité constituent des axes majeurs pour l'évolution du secteur. Le jumelage doit notamment favoriser l'échange d'expertises, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités nationales. Le ministre a également insisté sur le fait que l'Algérie dispose déjà d'un cadre juridique, d'institutions et de compétences dans le domaine. L'objectif du projet n'est donc pas de remplacer les dispositifs existants, mais de valoriser les acquis, d'identifier les insuffisances et de renforcer le cadre institutionnel et réglementaire afin de le rendre plus cohérent et plus efficace. L'expé-

rience européenne doit, dans ce cadre, être adaptée aux réalités et aux spécificités nationales plutôt que transposée de manière mécanique. Le représentant du ministère des Affaires étrangères, Arezki Yahiaoui, a mis en avant la dimension économique et stratégique du projet, rappelant que l'agriculture contribue à plus de 14 % du PIB national et constitue un secteur essentiel pour la sécurité alimentaire. L'un des principaux enjeux du jumelage réside dans l'harmonisation progressive du dispositif algérien avec les standards européens afin de faciliter l'accès des produits biologiques algériens au marché de l'Union européenne. Les produits concernés devront notamment satisfaire aux exigences réglementaires européennes, être certifiés par des organismes reconnus et respecter les procédures d'inspection et de traçabilité, notamment à travers le système TRACES, ainsi que les règles d'étiquetage. L'Algérie ambitionne ainsi de consolider un dispositif de certification et de contrôle capable de donner davantage de visibilité et de reconnaissance à sa production biologique. Cette démarche pourrait accompagner le développement de filières présentant un potentiel à l'export, notamment l'huile d'olive, les dattes et certains produits viticoles. Elle doit également contribuer à renforcer les capacités nationales en matière de contrôle, de

certification et de valorisation des produits agricoles. Le projet prévoit deux années de travail consacrées notamment à l'élaboration de textes réglementaires, à la formation et au renforcement des institutions. Les échanges entre experts algériens et européens ont permis de présenter les expériences italienne et française dans le domaine de l'agriculture biologique et des signes de qualité. L'expérience italienne a particulièrement mis l'accent sur la qualité et l'organisation des filières. Riccardo Meo, chef de projet italien du jumelage, a relevé les similitudes entre les structures agricoles des deux pays, notamment la présence importante de petites et moyennes exploitations. L'Italie a choisi de miser davantage sur la qualité, la structuration collective et la valorisation des productions, notamment à travers les districts biologiques, les organisations professionnelles et les coopératives. Les intervenants italiens ont également souligné l'importance des dispositifs d'accompagnement, de certification et de promotion pour consolider les filières biologiques et renforcer leur présence sur les marchés. L'expertise française a, de son côté, porté sur les signes officiels de qualité, considérés comme des instruments permettant d'améliorer la traçabilité, l'authenticité et la reconnaissance des produits. ■

Éditorial

L'EXPRESS

LA VOIX DES PAYS DU SUD

PAR MAHDI B.

Les débats de la semaine de haut niveau de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, ont été parfois hachés, voire heurtés, mais ils n'ont pas toujours été à la hauteur des préoccupations des pays du Sud. Encore moins lorsqu'il s'agissait de faire entendre les véritables questions qui se posent aujourd'hui en matière de paix et de sécurité dans le monde, notamment dans certaines régions d'Afrique et du Moyen-Orient. C'est le constat dressé par des experts et des observateurs de la scène géopolitique internationale, dans un contexte marqué par la forte présence des grandes puissances, auxquelles certains reprochent d'avoir imposé au monde des guerres par procuration. Une réalité qu'a notamment soulignée le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans son intervention devant l'Assemblée générale. « L'Algérie refuse que la région arabe devienne le théâtre de guerres par procuration, notamment au regard de l'escalade en cours dans le Golfe arabique », a-t-il affirmé, insistant sur « l'urgence de traiter les crises qui secouent le Soudan, le Yémen, la Somalie et la Libye, de préserver leur unité, de soutenir les solutions politiques nationales et de rejeter les ingérences extérieures dans leurs affaires ». « Notre région n'a pas besoin de nouvelles promesses, mais de mesures concrètes et que l'on s'attaque aux causes profondes des crises qui la secouent », a martelé le ministre algérien. À travers cette position, l'Algérie, à l'instar de plusieurs pays arabes et africains, met en avant les limites de l'action de l'ONU et de certaines de ses institutions face à la dégradation de situations politiques et sécuritaires, notamment dans le Golfe arabique, en Afrique, au Sahel et dans plusieurs pays de la région. Des chefs d'État, à l'image du président turc, ont également dénoncé le « deux poids deux mesures » qui, selon eux, caractérise certaines décisions de l'ONU et de son Conseil de sécurité, alors que des situations de conflit demeurent sans règlement durable. La question palestinienne figure au premier rang de ces préoccupations, avec la poursuite de la guerre à Gaza et l'absence, selon plusieurs intervenants, d'une réponse internationale à la hauteur de la gravité de la situation humanitaire. Plusieurs intervenants à la tribune de l'ONU ont ainsi mis en garde contre ce qu'ils considèrent comme une passivité de la communauté internationale face aux événements en Palestine et dans d'autres parties du monde. La situation en Iran a également été évoquée dans ce contexte, notamment à la suite des frappes américaines et israéliennes dénoncées par plusieurs pays. La question du respect du droit international et de l'application des principes de la Charte des Nations unies s'est ainsi retrouvée au cœur des débats. Pour les pays du Sud qui ont exprimé ces préoccupations, les réponses apportées aux crises internationales ne peuvent être dissociées du respect de la souveraineté des États, du règlement politique des conflits et du rejet des ingérences extérieures. C'est précisément cet état de fait, perçu par Alger comme une forme de « loi de la jungle » dans les relations internationales, qu'Ahmed Attaf a mis en exergue, appelant à une réaction internationale à même de préserver la paix et la sécurité collectives. La protection de la région arabe contre les risques susceptibles de menacer sa sécurité et la paix de ses peuples a ainsi occupé une place importante dans la position défendue par l'Algérie. Ahmed Attaf a souligné que l'Algérie souhaite que la présence arabe à la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies soit « une présence unie, active et agissante, une présence qui défend nos droits et s'attache au droit international tout en ouvrant les portes au dialogue et aux solutions politiques ». Le ministre a également réaffirmé que « l'Algérie refuse que la région arabe devienne le théâtre de guerres par procuration, notamment au regard de l'escalade en cours dans le Golfe arabique ». « Notre région n'a pas besoin de nouvelles promesses, mais de mesures concrètes et que l'on s'attaque aux causes profondes des crises qui la secouent », a-t-il ajouté. Dans un autre registre, l'Algérie, comme nombre de pays du Sud, continue de défendre une approche fondée sur des solutions justes et conformes au droit international pour la question du Sahara occidental, ainsi que sur la recherche de règlements politiques aux conflits qui affectent le Soudan, le Yémen et la Libye. Elle appelle également à prévenir les risques de déstabilisation qui pèsent sur les États du Sahel. Sur la question palestinienne, enfin, la position algérienne demeure inchangée. Alger estime qu'il est essentiel de replacer ce dossier au premier rang de l'agenda international et de mettre fin aux mesures susceptibles de compromettre la possibilité de l'établissement d'un État palestinien, conformément aux résolutions de la légalité internationale.

Face à l'aggravation de la situation à Ghaza

Nasri réaffirme l'engagement de l'Algérie en faveur de la Palestine

La cause palestinienne demeure au cœur des préoccupations de l'Algérie et de son action diplomatique et parlementaire. Le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, l'a réaffirmé hier, en soulignant que le soutien aux droits nationaux légitimes du peuple palestinien relève de constantes nationales solidement établies, indépendantes de la conjoncture et des évolutions politiques. Lors d'une rencontre au siège du Conseil de la nation avec l'ambassadeur de l'État de Palestine en Algérie, Fayez Mahmoud Abou Aïta, Azzouz Nasri a réitéré l'attachement de l'Algérie au droit du peuple palestinien à établir un État indépendant et pleinement souverain sur les frontières du 4 juin 1967, avec El-Qods Echarif pour capitale, conformément aux résolutions pertinentes de la légalité internationale. Les échanges ont notamment porté sur les derniers développements de la question palestinienne, en particulier la situation dans la bande de Ghaza et les territoires palestiniens occupés, alors que l'escalade se poursuit et que la situation humanitaire continue de se dégrader. À cette occasion, le président du Conseil de la nation a insisté sur la nécessité de protéger les populations civiles et de garantir l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a également souligné l'importance de préserver les droits des prisonniers palestiniens, conformément aux dispositions du droit international humanitaire. Azzouz Nasri a, par ailleurs, rappelé l'action menée par l'Algérie durant son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Il a notamment évoqué les démarches diplomatiques entreprises en faveur de l'arrêt de l'agression contre Gaza, de la protection des civils et de l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi que les efforts visant à mettre fin à l'occupation et à permettre au peuple palestinien d'exercer pleinement ses droits nationaux. Il a également souligné la poursuite des initiatives algériennes en faveur du renforcement de la place de l'État de Palestine au sein de la communauté internationale. Sur le plan parlementaire, Azzouz Nasri a assuré que la diplomatie parlementaire algérienne poursuivra son soutien à la cause palestinienne dans les différentes instances internationales. Elle continuera notamment à faire connaître les violations commises contre le peuple palestinien et à défendre ses droits nationaux inaliénables. De son côté, l'ambassadeur de l'État de Palestine a exprimé sa profonde reconnaissance à l'Algérie pour ses positions constantes et de principe en faveur de la cause palestinienne, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Fayez Mahmoud Abou Aïta a salué le soutien politique continu de l'Algérie et son appui au peuple palestinien dans les différentes enceintes internationales, en défense de ses droits nationaux légitimes. L'ambassadeur a également présenté un point de situation sur les développements à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés, évoquant la persistance des difficultés humanitaires et sécuritaires, les obstacles à l'acheminement de l'aide et l'aggravation des souffrances des civils. Les discussions ont également porté sur les évolutions sur le terrain en Cisjordanie et à El-Qods Echarif, notamment celles liées à la colonisation, ainsi que sur les préparatifs des élections législatives palestiniennes prévues le 28 novembre 2026, dans un contexte marqué par de nombreux défis. À l'issue de la rencontre, Azzouz Nasri a réaffirmé que la diplomatie parlementaire algérienne restera engagée en faveur des causes justes, avec la question palestinienne au premier rang de ses priorités. Il a assuré que le Conseil de la nation continuera à soutenir les efforts visant à renforcer la présence palestinienne dans les instances parlementaires internationales et à défendre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son État indépendant, avec El-Qods Echarif pour capitale. Le président du Conseil de la nation a enfin réaffirmé que l'Algérie, à travers ses dirigeants, son peuple et ses institutions, restera aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte pour la liberté, l'indépendance et le recouvrement de ses droits nationaux, soulignant que la voix de l'Algérie continuera de se faire entendre dans les différentes enceintes internationales où la question palestinienne est examinée.

ABDAOUI SUR LE RAPPROCHEMENT RABAT-TEL-AVIV : Le Maroc est « sous occupation israélienne »

Invité mardi dernier par Echourouk News, Abdelhamid Abdaoui, ancien ambassadeur d'Algérie au Maroc (2019-2021), a livré une analyse sans concession du rapprochement entre Rabat et Tel-Aviv. Pour le diplomate, qui a vécu de l'intérieur la période charnière de la normalisation et de la rupture des relations algéro-marocaines, le Maroc se retrouve aujourd'hui « sous occupation » d'Israël.

PAR BOUALEM B.

Selon lui, l'établissement d'ambassades et l'approfondissement des liens entre les deux pays ne constituent pas une simple évolution diplomatique, mais témoignent d'une emprise qui s'étend désormais au tissu même de la société marocaine. Abdaoui souligne que ce changement de cap n'est pas soudain. Il s'inscrit, selon lui, dans une trajectoire ancienne, dont les racines remontent aux années 1960, sous le règne de Hassan II. À l'époque, le souverain marocain aurait déjà entretenu une coopération étroite avec les services secrets israéliens. Des sources israéliennes et des enquêtes journalistiques ont documenté plusieurs épisodes de cette coopération : l'autorisation donnée au Mossad d'écouter les discussions du sommet de la Ligue arabe à Casablanca en 1965, une opération qui aurait fourni à Israël des informations sur les divisions et le manque de préparation des pays arabes avant la guerre des Six Jours ; l'aide présumée apportée dans l'affaire Mehdi Ben Barka, le Mossad ayant, selon plusieurs récits, contribué à localiser l'opposant marocain avant son enlèvement et son assassinat à Paris ; ou encore les facilités accordées à l'émigration de Juifs marocains vers Israël dans le cadre de l'opération Yachin, en échange, selon ces mêmes sources, de



compensations financières et d'un soutien en matière de sécurité. Ces liens secrets, longtemps tenus dans l'ombre, contrastent avec le discours officiel de solidarité arabe que le Maroc affichait alors. Aujourd'hui, la normalisation formalisée en 2020 dans le cadre des Accords d'Abraham, puis approfondie récemment avec l'annonce à New York de l'ouverture d'ambassades et de la nomination d'ambassadeurs, apparaît à Abdaoui comme l'aboutissement logique de cette histoire. La reconnaissance américaine, puis israélienne, de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a, selon lui,

servi de levier à ce rapprochement. Derrière cette façade pragmatique se cacheraient toutefois, estime l'ancien ambassadeur, une infiltration progressive des sphères sécuritaire, économique et même sociale du royaume. Pour Abdaoui, le Maroc n'est plus cet important pays du Maghreb qu'il a longtemps revendiqué être. Il se retrouve désormais, selon son analyse, à la remorque d'intérêts extérieurs et s'est éloigné des valeurs traditionnelles de solidarité arabe. Ce constat nourrit, toujours selon l'ancien ambassadeur, de vives inquiétudes quant à l'avenir de l'identité nationale marocaine, dans

un contexte marqué par la progression des influences étrangères, susceptibles, à ses yeux, de fragiliser les fondements de la société.

Les tensions avec les pays voisins, alimentées par les choix de Rabat, pourraient également s'exacerber. Le royaume se retrouve ainsi face à un dilemme : comment concilier son rapprochement avec Israël avec ses racines culturelles et civilisationnelles ? Le chemin que choisira le Maroc dans les années à venir pourrait, selon Abdaoui, redéfinir non seulement son identité, mais également sa place dans un monde musulman en pleine mutation. ■

CRISE MIGRATOIRE À CEUTA

Sánchez met directement

en cause le Maroc



PAR NASSIM T

Le chef du gouvernement espagnol affirme que le dispositif marocain de contrôle des frontières a échoué lors de l'afflux massif de migrants vers Ceuta. Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a directement mis en cause le Maroc dans la crise migratoire qui a secoué Ceuta le 30 juillet dernier, après l'arrivée massive de migrants en provenance du territoire marocain. S'exprimant dans un entretien accordé à la chaîne américaine CNN depuis New York, où il par-

ticipe aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, Pedro Sánchez est revenu sur les événements qui ont marqué cette journée. Le responsable espagnol a affirmé que le dispositif marocain de contrôle des frontières n'avait pas réussi à empêcher l'afflux de migrants vers l'enclave espagnole. « Nous avons demandé au Maroc de fournir des réponses et de prendre des mesures, car il est clair pour nous que son mécanisme de contrôle des frontières a échoué », a déclaré Pedro Sánchez. Cette prise de position marque une évolution dans le

discours du chef du gouvernement espagnol depuis le déclenchement de la crise. Jusqu'à présent, Pedro Sánchez avait évité de mettre directement en cause le gouvernement marocain, expliquant qu'il ne disposait pas de suffisamment d'éléments pour attribuer la responsabilité de cet afflux à Rabat. Pedro Sánchez a, par ailleurs, indiqué que les autorités espagnoles poursuivaient leurs investigations afin de déterminer les circonstances exactes de la crise. Il a également évoqué les documents récemment déclassifiés par le gouvernement espagnol. Selon lui, ces documents ne faisaient apparaître aucun élément permettant d'anticiper un événement d'une telle ampleur. Le chef du gouvernement espagnol a ainsi indiqué que les investigations se poursuivaient sur les événements survenus durant cette période, tout en affirmant que Madrid avait demandé au Maroc des réponses

et des mesures à la suite de l'échec constaté de son dispositif de contrôle frontalier. D'après les données rapportées par les médias espagnols, plus de 70 000 migrants ont rejoint Ceuta lors de cet afflux massif. Le franchissement de la frontière s'est effectué de manière illégale, notamment à la nage depuis le Maroc, plaçant les autorités espagnoles face à l'une des plus importantes crises migratoires qu'ait connues la région. Cette arrivée massive a profondément marqué la situation à Ceuta et relancé les interrogations sur le fonctionnement du dispositif de contrôle de la frontière marocaine. La déclaration de Pedro Sánchez intervient alors que les autorités espagnoles poursuivent leurs investigations sur les circonstances de cette crise et demandent désormais officiellement au Maroc de fournir des réponses et de prendre des mesures. ■

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

Kamel Zerari prend les rênes de la PCH

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) n'est pas qu'un simple distributeur logistique. Elle assure un rôle central dans l'exécution des politiques publiques de santé, pleinement impliquée dans l'édification d'un système sanitaire moderne, équitable et souverain. D'où la nécessité de renforcer son rôle aux niveaux national et africain et de mobiliser les différents moyens disponibles pour atteindre les objectifs fixés.

PAR MERIEM K.

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a procédé, hier, à l'installation du nouveau Directeur général (DG) de la PCH, Kamel Zerari, en présence de cadres du secteur et de la PCH, a indiqué un communiqué du ministère.

Selon le ministre, l'enjeu prioritaire est de consolider le statut de la PCH en tant que garant de la sécurité sanitaire nationale, tout en projetant son rayonnement sur le continent africain. Une ambition qui exige une synergie totale entre l'ensemble des intervenants et une mobilisation optimale des ressources disponibles. « La prochaine étape impose une série de défis qui nécessitent de poursuivre le travail avec responsabilité et synergie, de renforcer le rôle de la Pharmacie centrale des hôpitaux aux niveaux national et africain et de mobiliser les différents moyens disponibles pour atteindre les objectifs fixés », a soutenu le ministre.

Pour y parvenir, Ait Messaoudène recommande l'adoption d'une méthode anticipative pour assurer un approvisionnement continu dans les établissements de santé pour une meilleure prise en charge des patients. Il a dans ce sens souligné la nécessité de tout mettre en œuvre pour « éviter les ruptures de stock de médicaments et garantir leur disponibilité, afin d'assurer une prise en charge optimale des patients et la continuité des ser-



vices de santé ». Le ministre a mis en avant l'importance de moderniser la gestion logistique pour une meilleure visibilité sur l'état des stocks et livrer les traitements et dispositifs médicaux aux hôpitaux avant même que les réserves ne s'épuisent, tout en insistant sur « l'amélioration de la gestion des stocks et le renforcement des mécanismes de suivi et de planification pour répondre en temps op-

portun aux besoins des structures sanitaires ».

Il a affirmé que la PCH disposait « des compétences capables de relever ces défis et d'atteindre les objectifs assignés », soulignant l'importance de valoriser ces compétences et de promouvoir le travail d'équipe et la coordination, en vue de hisser le niveau de performance, d'améliorer l'efficacité de la gestion et de ré-

pondre aux exigences du système de santé .

« Le travail rigoureux et la conjugaison des efforts permettront de renforcer les performances de la PCH et de consolider son rôle dans la garantie de la disponibilité des médicaments et des dispositifs médicaux », a conclu le ministre.

Un engagement que la PCH s'efforce au quotidien d'honorer, en garantissant la disponibilité des dispositifs médicaux sur l'ensemble du territoire national afin d'asseoir la sécurité sanitaire et d'assurer une prise en charge optimale des patients. En effet, cet établissement n'est pas qu'un distributeur logistique, il participe aux plannings notamment à l'élaboration et la mise en œuvre, des programmes d'approvisionnement selon la production nationale, des programmes d'importation des produits pharmaceutiques selon le besoin national exprimé par le ministre de la santé.

Selon le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Koudri, l'Algérie compte aujourd'hui 250 opérateurs couvrant 82 % des besoins nationaux en médicaments. Ces performances ont directement profité à la PCH, qui a réduit ses volumes d'importation grâce au renforcement de partenariats durables avec les producteurs locaux. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique de soutien à la production nationale et de consolidation de la souveraineté sanitaire du pays. ■

DESTINÉE AUX PARENTS D'ÉLÈVES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Le ministère de la Solidarité lance la plateforme «Morafikokoum»

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a mis en service la plateforme «Morafikokoum», destinée aux parents d'élèves aux besoins spécifiques, scolarisés dans des établissements d'enseignement spécialisés (déficience auditive et visuelle). Cet espace numérique vise, selon une vidéo explicative publiée par le ministère sur sa page of-

ficielle sur les réseaux sociaux, à faciliter les démarches administratives et pédagogiques, à renforcer la communication entre les familles et les établissements spécialisés, et à permettre aux parents de suivre la scolarité de leurs enfants de manière plus simple et régulière. A travers cette plateforme, le parent peut accéder à un ensemble de services numériques regroupant ses différents be-

soins dans un seul espace. Il peut notamment obtenir les documents et certificats scolaires disponibles, en particulier le certificat de scolarité, avec la possibilité de les télécharger ou de les imprimer en cas de besoin. La plateforme permet également de suivre le parcours scolaire de l'élève de manière plus claire et régulière, à travers la consultation des notes, des observations pédagogiques et des

résultats au cours du trimestre, ainsi que le téléchargement et la conservation des relevés de notes.

Afin d'assurer un meilleur suivi de la vie scolaire, la plateforme «Morafikokoum» permet également de consulter régulièrement les présences et les absences, ce qui aide la famille à rester constamment informée de la scolarité de ses enfants. En ce qui concerne les démarches administratives, le parent peut introduire des demandes de transfert de l'élève entre établissements spécialisés et suivre en ligne l'état de la demande, ainsi que les différentes étapes de son traitement. Les services proposés comprennent également la réintégration, l'orientation, la réorientation et les recours, ainsi que la consultation des annonces et des actualités pédagogiques liées à la scolarité des enfants.

Pour bénéficier des services de la plateforme, le parent doit créer un compte et y introduire les informations relatives à son enfant afin d'accéder aux documents, aux résultats et aux différents services disponibles. ■

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

Ouverture du recrutement externe au profit de 684 agents contractuels

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, hier dans un communiqué, l'ouverture du recrutement externe au profit de 684 agents contractuels, en vue d'améliorer les services offerts aux différentes catégories prises en charge par le secteur.

Cette opération de recrutement « se fera par contrat à durée indétermi-

née (CDI) à temps plein, au niveau de l'administration centrale, des directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS) des wilayas, des établissements spécialisés, des centres nationaux de formation et des établissements Diar-Rahma », précise la même source.

Cette opération concerne également « les centres nationaux d'accueil pour jeunes filles et femmes victi-

mes de violences et en situation de détresse, le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF), ainsi que les services des équipes mobiles d'intervention d'urgence ». Le dépôt des dossiers est ouvert au niveau des établissements et administrations concernés par le recrutement à partir de ce dimanche dans un délai maximal de 20 jours. ■

ANP

Reddition d'un terroriste et arrestation de 7 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires d'In Guezzam et sept éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 16 au 22 septembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste dénommé +H.M.+ alias +Abou Barka+ s'est rendu aux autorités militaires à In Guezzam en 6ème Région militaire, en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations, note le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et « en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 38 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 quintaux et 72 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 58 kilogrammes de cocaïne et 136.538 comprimés psychotropes ont été saisis et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires », ajoute la même source.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Illizi, « des détachements de l'ANP ont arrêté 134 individus et saisi 30 véhicules, 192 groupes électrogènes, 128 marteaux-piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite ». « De même, 12 autres individus ont été appréhendés et un (1) pistolet automatique, 4 fusils de chasse, 10.150 litres de carburants, 20 quintaux de tabacs et 6 tonnes de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes ». Par ailleurs, « les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 320 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 717 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national », conclut le communiqué du MDN.

MARCHÉ NATIONAL

Le ministère du Commerce renforce la sécurisation des approvisionnements

À l'approche du mois de Ramadan, le gouvernement accélère les préparatifs pour sécuriser l'approvisionnement du marché national. Producteurs et pouvoirs publics misent sur un suivi renforcé des stocks et une meilleure anticipation de la demande afin de garantir la disponibilité des produits de large consommation et de préserver la stabilité du marché.



FATIHA A.

Ainsi, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amal Abdellatif, a présidé, au Palais des expositions (SAFEX) à Alger, une réunion de travail avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, consacrée au suivi de la situation du marché national et aux mesures visant à garantir un approvisionnement régulier en produits de large consommation. Selon un communiqué du ministère, la réunion s'est tenue en présence de plusieurs opérateurs économiques activant dans le domaine des industries agroalimentaires, ainsi que de cadres du ministère. Elle a constitué un espace d'échange autour des conditions d'approvisionnement du marché, de la disponibilité des produits et des mécanismes permettant d'anticiper les éventuelles tensions pouvant affecter certains produits de consommation courante. Les échanges ont porté en particulier sur la nécessité d'assurer la régularité de l'approvisionnement et la disponibilité des produits de large consommation sur l'ensemble du territoire national. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur le renforcement des mécanismes de suivi de l'évolution du marché et sur une

meilleure coordination entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques. La ministre a également insisté sur l'importance d'un suivi anticipatif des niveaux de stocks des produits de consommation, afin de disposer d'une visibilité régulière sur les quantités disponibles et sur les besoins du marché. Cette approche doit permettre de détecter suffisamment tôt d'éventuels déséquilibres entre l'offre et la demande et de prendre les mesures nécessaires pour préserver la continuité de l'approvisionnement. Le suivi des stocks constitue, dans ce contexte, un outil important pour anticiper les périodes de hausse de la demande et assurer une meilleure gestion des flux de marchandises. La coordination avec les producteurs et les différents intervenants de la chaîne d'approvisionnement doit notamment permettre d'améliorer la circulation de l'information sur les niveaux de production, les disponibilités et les besoins prévisionnels du marché. Les participants ont également examiné les moyens de renforcer la coordination entre le ministère du Commerce intérieur, les organisations représentatives des entreprises et les opérateurs du secteur agroalimentaire. Cette concertation vise notamment à assurer une meilleure anticipation des besoins et à accompagner les efforts destinés à préserver la sta-

bilité de l'offre en produits de première nécessité. Une partie importante de la réunion a, par ailleurs, été consacrée aux préparatifs en prévision du mois sacré de Ramadan, période durant laquelle la consommation de nombreux produits alimentaires connaît traditionnellement une augmentation. Les discussions ont ainsi porté sur les dispositions à prendre en amont afin de garantir la disponibilité des produits et d'éviter toute perturbation dans l'approvisionnement du marché durant cette période. Dans cette perspective, le renforcement du suivi des stocks doit permettre d'anticiper l'évolution de la demande et d'identifier les besoins supplémentaires avant le début du mois de Ramadan. L'objectif est également de favoriser une meilleure coordination avec les opérateurs économiques afin d'assurer une mobilisation suffisante des capacités de production et de distribution. La rencontre a ainsi mis en avant l'importance d'une démarche préventive dans la régulation du marché national, fondée sur l'observation régulière des disponibilités, l'anticipation des besoins et la concertation avec les acteurs économiques. Cette démarche doit contribuer à maintenir un approvisionnement stable et à renforcer la capacité de réaction des différents intervenants face aux variations de la demande.

Production locale

L'Algérie attire de nouvelles marques mondiales de vêtements et de chaussures

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, mardi à Alger, une réunion de travail avec des opérateurs économiques à marque unique représentant des marques mondiales de vêtements et de chaussures, consacrée aux perspectives de développement de la production locale, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. La rencontre a été l'occasion de passer en revue les indicateurs de la production locale enregistrés durant le premier semestre de l'année en cours, les capacités de production et d'exportation à la même période et les perspectives de développement, précise le communiqué. Dans ce cadre, M. Rezig a annoncé l'arrivée de nouvelles marques mondiales sur le marché national dans les prochaines semaines, avec la localisation d'une partie de leur production, ce qui témoigne, a-t-il dit, de l'attractivité croissante du marché algérien pour les investissements et les activités de production, ajoute la même source. Le ministre s'est également félicité de l'augmentation de la production de marques mondiales en Algérie, estimant que la localisation de leur production contribuera à l'accroissement de la valeur ajoutée locale, au développement des capacités industrielles et à l'intégration des opérateurs algériens dans les chaînes de valeur liées à ces marques. Le ministre a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de parachever les opérations de domiciliation bancaire des programmes prévisionnels d'importation pour la vente en l'état, notamment dans le secteur de l'habillement et des chaussures.

R.E.

Dessalement de l'eau de mer

L'Algérie et l'Allemagne explorent de nouvelles perspectives de partenariat

Une délégation économique allemande comprenant des représentants de dix sociétés a visité, mardi, l'Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, pour examiner les possibilités et perspectives de partenariat et de développement de la coopération dans le domaine du dessalement de l'eau de mer entre les deux parties, indique un communiqué de l'entreprise algérienne. Lors de cette visite, en présence du PDG d'ADC, Lahcen Bada, la délégation constituée de responsables et de représentants de grandes sociétés allemandes et de représentants du Gouvernement fédéral, a suivi un exposé détaillé sur l'expérience de l'entreprise algérienne, les différentes phases de l'évolution du secteur du dessalement de l'eau de mer, les projets réalisés et les perspectives d'avenir du programme national dans le domaine du dessalement, précise le communiqué, selon l'APS. De son côté, la délégation allemande a passé en revue les spécialités des sociétés présentes et les possibilités de partenariat avec la partie algérienne, notamment dans les domaines de la technologie, des équipements, des services et des solutions spécialisées dans l'industrie du dessalement. La visite reflète « l'intérêt croissant pour l'expertise algérienne dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, dans le sillage des progrès que connaît le secteur et de l'expansion des capacités de l'Algérie dans ce domaine aux niveaux régional et international », conclut le communiqué.

R.E.

R.E.

PROJET FERROVIAIRE NORD-TAMANRASSET

Accélération des préparatifs pour le lancement des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a présidé, mardi, une réunion de coordination consacrée au suivi des préparatifs en cours en vue du lancement du projet de ligne ferroviaire reliant le Nord du pays à Tamanrasset, en passant par les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa et In Salah, indique un communiqué du ministère. La réunion a permis de passer en revue l'état d'avancement des préparatifs liés au lancement du projet de ligne ferroviaire reliant El-Meniaa à Tamanrasset, à travers les tronçons Laghouat-Ghardaïa-El-Meniaa (495 km), El-Meniaa-Point kilométrique 216 et Tamanrasset-Moulay Lahcen (213 km), précise le communiqué, selon l'APS. Des exposés ont également été présentés sur le plan d'action relatif au lancement des travaux, notamment pour ce qui est des chantiers et leur niveau de prépa-

ration, ainsi que sur les mesures prises et les facilités accordées au niveau local pour accompagner le projet dans les wilayas concernées et contribuer à lever les obstacles sur le terrain. Dans ce contexte, le ministre a rappelé l'importance stratégique que revêtent les projets ferroviaires, notamment la ligne Alger-Tamanrasset, soulignant la nécessité d'accélérer l'achèvement des procédures restantes au niveau desdits tronçons dans les plus brefs délais. Il a également appelé les différents acteurs et entreprises à renforcer la coordination et le suivi et à mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires, afin de permettre le lancement effectif des chantiers dans les délais impartis, selon la même source. La réunion s'est tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres centraux et des PDG et DG des entreprises de réalisation et des bureaux d'études nationaux chargés des études et du suivi, à savoir

l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), l'entreprise Infra Rail, les entreprises Cosider Travaux publics et Cosider Ouvrages d'art, la Société nationale des travaux publics (SNTPE), l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art (ENGOA), l'Entreprise de réalisation des infrastructures ferroviaires (Infrafer), la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est (Sero-Est), la Société algérienne des ponts et travaux d'arts (SAPTA), les bureaux d'études «Seti Rail» et «Saeti», et le Laboratoire des travaux publics de l'Est (LTPE). Des représentants de l'entreprise «GCB» et des entreprises chinoises «CRCC» et «CCECC», ainsi que les directeurs des travaux publics des wilayas d'El-Meniaa, Ghardaïa, Ouargla et Laghouat étaient également présents.

FONCIER ÉCONOMIQUE

L'AAPI attribue six concessions à des projets d'investissement à Boumerdès

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuit ses efforts pour faciliter l'accès des investisseurs au foncier économique et accélérer la concrétisation des projets productifs. Six contrats de concession ont ainsi été attribués, hier, à des investisseurs au niveau de la zone industrielle d'El-Arbaâatche (Boumerdès).



FATIHA A.

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a procédé, hier, à l'attribution de six contrats de concession portant sur des assiettes foncières économiques au niveau de la zone industrielle d'El-Arbaâatche, dans la wilaya de Boumerdès, pour des projets représentant plus de 8,4 milliards de dinars d'investissement et devant générer plus de 1.300 emplois directs. et ce à l'occasion d'une visite de travail consacrée au suivi et à l'inspection de plusieurs projets d'investissement implantés dans cette zone.

«Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à mobiliser le foncier économique au profit des investisseurs et à accélérer la concrétisation des projets productifs, notamment dans des secteurs à forte valeur ajoutée et à potentiel de création d'emplois», a indiqué hier l'AAPI dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook.

M. Rekkache était accompagné, lors de cette

visite, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que du président du Conseil d'administration de l'AAPI, Abderrazak Azab.

Les six projets bénéficiaires des concessions représentent, au total, des investissements de plusieurs milliards de dinars et devraient contribuer à la création de plus de 1.300 emplois directs.

Dans le détail, la société AURES GAZ bénéficiera d'une assiette foncière de 1,31 hectare pour la réalisation d'un projet de production de gaz comprimé et liquéfié. Le montant de l'investissement est estimé à plus de 3,33 milliards de dinars, avec à la clé la création de 380 emplois directs.

De son côté, la société AMS TECH prévoit la réalisation d'un projet dédié à la fabrication d'équipements sensibles destinés aux systèmes de vision. Le projet sera implanté sur une superficie de 3.467 m², pour un investissement de 1,12 milliard de dinars, et devrait permettre la création de 500 emplois directs, soit le volume d'emplois le plus important parmi les six projets annoncés.

Dans le secteur pharmaceutique, la société AL-

GERIAN COMPANY FOR BIOTECHNOLOGY réalisera une unité de fabrication de produits pharmaceutiques sur une superficie de 5.574 m². Le projet mobilisera un investissement de plus de 1,9 milliard de dinars et devrait générer 105 emplois directs.

La société FIRST REMED est, pour sa part, appelée à développer une activité de fabrication de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle. Le projet s'étendra sur une superficie de 3.155 m², avec un investissement de plus de 1 milliard de dinars et la création prévue de 141 emplois directs.

Un autre projet, porté par la société AHRAS INDUSTRIE, concerne la fabrication d'équipements de sécurité et de maintien de l'ordre. Implanté sur une superficie de 5.446 m², il représente un investissement de 1,08 milliard de dinars et devrait permettre la création de 101 emplois directs.

Enfin, la société MALAK B réalisera un projet consacré au conditionnement de produits agricoles, sur une assiette foncière de 3.018 m². L'investissement prévu dépasse 1 milliard de dinars, tandis que le projet devrait générer 102 emplois directs.

Gaz naturel

La production de l'Algérie en hausse de 4% sur les sept premiers mois de 2026

La production de gaz naturel de l'Algérie a augmenté de 4% durant les sept premiers mois de 2026, atteignant 62,621 milliards de mètres cubes (milliards m³), contre 60,184 milliards de m³ durant la même période de 2025, selon les données rapportées par la plateforme spécialisée Ettaqa. Cette progression intervient dans un contexte marqué par une forte hausse de la consommation nationale de gaz, notamment en raison de l'accroissement des besoins du secteur de la production d'électricité, qui représente une part importante de la demande intérieure. Pour le seul mois de juillet 2026, la production gazière algérienne s'est établie à 8,612 milliards de m³, en hausse de 3% sur un an, contre 8,377 milliards de m³ en juillet 2025.

La consommation de gaz en Algérie a, pour sa part, augmenté de 12,6% en juillet, pour atteindre 4,657 milliards de m³. Le secteur de la production d'électricité en a absorbé à lui seul 3,208 milliards de m³, soit près de 69% de la consommation totale durant le mois. Ce niveau représente près du double de la consommation enregistrée par le secteur électrique en juillet 2025, qui s'était établie à 1,606 milliard de m³, illustrant l'augmentation importante des besoins en gaz pour répondre à la demande croissante d'électricité. Cette hausse de la consommation gazière destinée à la production électrique intervient alors que la demande nationale d'électricité a atteint des niveaux records. Elle s'est rapprochée de 21.400 mégawatts (MW) le 13 juillet, avant de dépasser ce niveau le 19 août, pour atteindre un nouveau pic de 21.828 MW. Sur les sept premiers mois de l'année, la consommation globale de gaz de l'Algérie a progressé d'environ 7%, atteignant 33,149 milliards de m³, contre 30,942 milliards de m³ durant la même période de 2025. À l'inverse, les exportations algériennes de gaz, par gazoduc et sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), ont enregistré un recul de plus de 5% en juillet, s'établissant à 3,764 milliards de m³, contre 3,971 milliards de m³ durant le même mois de 2025. Dans le détail, les exportations de gaz naturel par gazoduc ont progressé pour atteindre 3,184 milliards de m³, contre 2,938 milliards de m³ un an auparavant. En revanche, les exportations de GNL ont diminué à 580 millions de m³, contre 1,032 milliard de m³ en juillet 2025. Cette évolution intervient alors que l'Algérie continue de renforcer ses perspectives sur le marché international du gaz, dans un contexte marqué par les efforts de plusieurs pays importateurs pour diversifier leurs sources d'approvisionnement. Dans ce contexte, le Bangladesh étudie la possibilité d'importer 10 cargaisons de GNL algérien par an dans le cadre d'un contrat à court terme. Cette démarche s'inscrit dans les efforts de Dhaka visant à diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique. Les négociations portent notamment sur les prix, les calendriers de livraison ainsi que les conditions d'approvisionnement, selon les informations disponibles. Sur la période allant de janvier à juillet 2026, la production gazière algérienne a atteint son niveau mensuel le plus élevé en janvier, avec 10,437 milliards de m³. Elle s'est ensuite établie à 8,946 milliards de m³ en février, avant de remonter à 9,669 milliards de m³ en mars. La production a ensuite atteint 8,447 milliards de m³ en avril, puis 8,342 milliards de m³ en mai et 8,168 milliards de m³ en juin, avant de progresser à nouveau en juillet pour atteindre 8,612 milliards de m³.

F.A.

ALGÉRIE-OMAN

Le CREA et Sohar Bank explorent de nouvelles opportunités de partenariat et d'investissement

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, accompagné de son vice-président, M. Abdelouahed Kerrar, a reçu une délégation de Sohar Bank, établissement bancaire du Sultanat d'Oman, dans le cadre d'une rencontre consacrée au renforcement de la coopération économique et à l'exploration de nouvelles opportunités de partenariat entre les opérateurs économiques des deux pays. Selon un communiqué du CREA, cette rencontre s'inscrit dans une démarche visant à consolider les relations entre les milieux d'affaires algérien et omanais et à favoriser une meilleure connaissance des opportunités offertes par les deux marchés. Elle a permis aux participants d'échanger sur les perspectives de développement des relations économiques bilatérales, notamment à travers l'identification de nouveaux domaines de coopération et la mise en relation des entreprises susceptibles de porter des projets communs.

Les échanges ont également porté sur les perspectives d'investissement et sur les possibilités d'élargir les partenariats entre les institutions économiques et les entreprises algériennes et omanaises. Dans ce cadre, les discussions ont mis en avant l'importance de renforcer les mécanismes permettant aux opérateurs économiques de mieux identifier les opportunités d'affaires, d'étudier les possibilités de coopération et de concrétiser des projets présentant un intérêt commun.

La présence de Sohar Bank à cette rencontre a, par ailleurs, permis d'aborder la dimension financière de la coopération économique, notamment dans le contexte de la recherche de nouveaux leviers susceptibles d'accompagner les initiatives d'investissement et de soutenir le développement des échanges entre les opérateurs des deux pays. Le rapprochement entre les acteurs économiques et les institutions financières

constitue, à cet égard, un élément important pour faciliter l'émergence de projets et contribuer à la consolidation des relations d'affaires.

Les participants ont souligné, dans ce contexte, l'importance d'intensifier la communication et les échanges directs entre les opérateurs économiques algériens et omanais. Une telle dynamique permettrait de mieux faire connaître les potentialités disponibles dans les deux marchés, de favoriser l'identification de partenaires et d'ouvrir la voie à de nouvelles formes de coopération dans différents secteurs d'activité.

La rencontre a également mis l'accent sur la nécessité de réunir les conditions propices à la mise en place de partenariats durables et mutuellement bénéfiques. L'objectif est de dépasser les échanges ponctuels pour favoriser des relations économiques inscrites dans la durée, fondées sur des projets concrets et sur une implication accrue des entreprises des deux pays.

Pour le CREA, ce type de rencontres participe à la dynamique de rapprochement avec les acteurs économiques étrangers et à la promotion des opportunités offertes par l'économie algérienne. Elles constituent également un espace d'échange permettant aux entreprises nationales de nouer de nouveaux contacts, d'explorer des marchés extérieurs et d'envisager des projets de coopération avec des partenaires internationaux. Du côté omanais, le renforcement des échanges avec les opérateurs algériens ouvre également des perspectives en matière de développement des relations commerciales et d'investissement. Le rapprochement entre les deux communautés d'affaires pourrait ainsi contribuer à identifier de nouveaux créneaux de coopération et à diversifier les échanges économiques bilatéraux.

F.A.

RISQUES D'INONDATIONS À TINDOUF

Intensification des mesures préventives

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des mesures préventives adoptées par les autorités locales de la wilaya de Tindouf, afin de réduire les risques d'inondation et d'assurer un écoulement fluide des eaux de pluie, notamment dans les zones urbaines et au niveau des cours d'eau connaissant des débits plus importants pendant les périodes de précipitations.



Les services de la direction de l'Hydraulique de la wilaya de Tindouf, en coordination avec les différents secteurs et organismes concernés, intensifient leurs opérations préventives visant à réduire les risques d'inondations, en prévision des perturbations météorologiques et des précipitations attendues durant la saison hivernale. Dans ce cadre, le directeur de l'Hydraulique de la wilaya, Mohamed Baali, a indiqué que ses services ont lancé de vastes campagnes de nettoyage de plusieurs cours d'eau, notamment l'oued Akedjgal, considéré comme l'un des cours d'eau susceptibles de présenter le plus grand danger pour le tissu urbain de la ville de Tindouf. Le responsable a rappelé que ce oued avait déjà fait l'objet de plusieurs opérations destinées à prévenir les risques d'inondation, ayant donné lieu, notamment, à la réalisation d'un important ouvrage hydraulique à l'entrée de la ville, dans la région de Ras El-Aïn, d'une capacité de stockage estimée à environ 300.000 mètres cubes. «Ce bar-

rage contribue à réduire la vitesse d'écoulement des eaux et à en retenir des quantités importantes, ce qui permet de diminuer le volume d'eau susceptible d'atteindre la ville lors des fortes précipitations», a-t-il expliqué. Selon le même responsable, un projet de protection des berges de l'oued Akedjgal a également été réalisé au niveau de la ville. Des mesures similaires ont, par ailleurs, été prises au niveau de l'oued Er-Rag, dont le débit est jugé de moindre importance. Dans le même contexte, un mur de protection a été réalisé précédemment dans la zone adjacente à l'aéroport, afin de renforcer les mesures préventives et de protéger les zones exposées au risque de stagnation des eaux pluviales et des ruissellements. Les mesures préventives comprennent également la poursuite des opérations d'enlèvement des terres, des déchets et l'éradication des enclos (zribas) installés à proximité des cours d'eau, qui constituent, a-t-il expliqué, «des facteurs susceptibles d'entraver l'écoulement des eaux et d'ac-

croître les risques d'inondation». A ce propos, le directeur de l'Hydraulique a indiqué que les autorités de la wilaya avaient programmé, depuis le mois de juillet dernier, une série de vastes campagnes de nettoyage, qui se sont poursuivies durant les mois d'août et de septembre, avec la participation de différents secteurs, ainsi que d'entreprises et établissements publics et privés. D'importants moyens matériels et humains ont été mobilisés dans le cadre de ces opérations, notamment des dizaines de camions, ainsi que plusieurs bulldozers, rétro-chargeurs et engins de travaux publics, afin de nettoyer les lits des oueds et d'éliminer les obstacles, ainsi que les terres accumulées. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des mesures préventives adoptées par les autorités locales de la wilaya de Tindouf, afin de réduire les risques d'inondation et d'assurer un écoulement fluide des eaux de pluie, notamment dans les zones urbaines et au niveau des cours d'eau connaissant des débits plus importants pendant les périodes de précipitations.

Saïda

Suivi et l'accompagnement des établissements et structures de jeunesse et de sport

La commission d'inspection, de suivi et d'accompagnement de la wilaya de Saïda entamera un programme de suivi périodique et de terrain des différents établissements et structures de jeunesse et de sport, afin d'améliorer la qualité de l'encadrement ainsi, que des programmes et activités destinés aux jeunes, à-on informé, lundi, auprès de la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS).

Selon la même source, cette opération prévoit un soutien pédagogique aux cadres travaillant dans le secteur, à travers l'accompagnement, l'orientation et le suivi des conditions de mise en œuvre des programmes et des activités, afin de permettre d'en améliorer la qualité et de mieux répondre aux besoins des jeunes. Les mesures comprennent également l'accompagnement du associatif, le soutien aux associations sportives et de jeunesse et la facilitation de leurs missions, ainsi que le suivi et l'évaluation des modes de gestion du mouvement des structures et infrastructures pertinentes du secteur, tout en veillant au bon fonctionnement de leurs activités.

Dans ce cadre, une commission d'inspection, de suivi et d'accompagnement a été installée dimanche soir, sous la supervision du directeur de la Jeunesse et des Sports, Mustapha Benabbou. La commission sera chargée de mettre en œuvre ces missions et d'assurer le suivi, sur le terrain, de la situation des établissements et structures pertinentes du secteur, précise la même source.

Ces mesures contribueront à renforcer le suivi sur le terrain et à améliorer les mécanismes de gestion et de gouvernance, ainsi qu'à accroître les compétences en matière d'encadrement et à soutenir les initiatives sportives et de jeunes, contribuant ainsi au développement des services et activités proposés aux jeunes dans les différentes régions de la wilaya, at-on indiqué.

Bejaïa

Inauguration et mise en service de plusieurs infrastructures et équipements

Plusieurs infrastructures et équipements relevant de différents secteurs ont été récemment inaugurés et mis en service dans plusieurs communes de la wilaya de Bejaïa, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à renforcer les équipements de proximité, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Ces opérations concernent notamment les secteurs de la jeunesse et des sports, de l'éducation, de la culture et des arts, ainsi que les collectivités locales. Dans les secteurs de la jeunesse et des sports, un stade de proximité a été mis en service au village «Trouna», dans la commune de Beni Maouche, ainsi qu'une maison de jeunes à Bouhamza, afin d'offrir aux jeunes des espaces adaptés aux activités sportives et récréatives. Dans le secteur de l'éducation, deux salles de classe d'extension et une cantine scolaire ont été inaugurées à l'école primaire «Halili Mohand Ousaid», au village d'Aguemoun (Beni Maouche), contribuant à améliorer les conditions de scolarisation et à renforcer les infrastructures éducatives.

Une bibliothèque a également ouvert ses portes dans le même village, offrant aux habitants un espace dédié à la lecture et contribuant au renforcement des équipements publics de proximité. A Bouhamza, le nouveau siège de l'Assemblée populaire communale (APC) a été inauguré, dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions d'accueil des citoyens, à offrir un cadre de travail approprié aux fonctionnaires et à rehausser la qualité des services administratifs fournis à la population, a ajouté la même source.

AÏN TEMOUCHENT

Mise en service de nouvelles infrastructures sanitaires et éducatives

La wilaya d'Aïn Temouchent s'est renforcée par plusieurs nouvelles infrastructures sanitaires et éducatives, dont la mise en service a été supervisée, lundi, par le wali, Mabrouk Ouled Abdennebi. Dans la commune d'El-Amria, le wali a supervisé la mise en service d'un nouveau centre de prise en charge des enfants aux besoins spécifiques. Cet établissement spécialisé, doté d'une capacité d'accueil de 120 enfants, accueille actuellement 76 enfants, signale-t-on. Agés de 3 à 16 ans, ils sont répartis dans huit classes spécialisées, a indiqué le directeur de wilaya de l'Action sociale, Tarek Belkat. Ce centre, qui est le premier du genre dans la commune d'El-Amria, est destiné à la prise en charge des enfants présentant une déficience mentale ou atteints de troubles du

spectre de l'autisme, issus de la commune d'El-Amria et des communes voisines, selon les explications fournies sur place. Le wali a donné des instructions aux responsables du secteur de l'Action sociale afin de mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour assurer une prise en charge adéquate de cette catégorie et son accompagnement sur le terrain. Dans la commune d'Oulhaça, une nouvelle salle de soins est également entrée en service dans le village de Zaâr. Elle a été réalisée dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) et équipée par le secteur de la Santé et de la Population. Cette structure sanitaire a été dotée de l'encadrement médical nécessaire pour assurer les soins de santé de base aux habitants du village et des

zones avoisinantes, dans le cadre des efforts visant à rapprocher les services de santé des citoyens, a expliqué le directeur de wilaya de la Santé et de la Population, Abdelkrim-Mohamed Zemat. Dans le secteur de l'Education, le premier responsable de l'exécutif d'Aïn Temouchent a également supervisé la mise en service de sept groupements scolaires dans la commune d'Aïn Temouchent, d'un nouveau collège d'enseignement moyen (CEM) dans la commune d'Oulhaça et d'un lycée dans la commune d'El-Malah. Ces infrastructures s'inscrivent dans le cadre de l'ensemble des nouvelles structures éducatives mises en service à travers la wilaya à l'occasion de la rentrée scolaire en cours, représentés par sept groupements scolaires primaires, trois collèges et un lycée, a-t-on indiqué.

ALZHEIMER

5 habitudes simples qui pourraient aider à préserver votre cerveau

À l'occasion de la Journée mondiale de la maladie d'Alzheimer, le 21 septembre, l'OMS rappelle que certains facteurs de risque liés au mode de vie peuvent être modifiés. Activité physique, alimentation équilibrée, suivi de la santé, stimulation cognitive et liens sociaux : cinq habitudes qui pourraient contribuer à préserver la santé cérébrale et à retarder certains risques liés à la démence.



PAR AMEL B

Et si quelques gestes simples, répétés au quotidien, pouvaient contribuer à préserver notre cerveau plus longtemps ? Pour les experts, la maladie d'Alzheimer n'est pas une conséquence inévitable du vieillissement. Si certains facteurs de risque ne peuvent pas être modifiés, d'autres sont directement liés au mode de vie et à l'état de santé. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), jusqu'à 45 % du risque de démence pourrait être évité ou retardé en agissant sur certains facteurs modifiables. Activité physique, alimentation équilibrée, surveillance de la santé cardiovasculaire, stimulation cognitive et maintien des liens sociaux : plusieurs habitudes de la vie quotidienne pourraient ainsi contribuer à préserver la santé cérébrale au fil des années. D'après les données de l'OMS publiées en juillet 2026, plus de 57 millions de personnes vivent avec une démence dans le monde et près de 10 millions de nouveaux cas surviennent chaque année. L'organisation souligne notamment l'importance de facteurs tels que l'inactivité physique, le tabagisme, l'isolement social, certaines maladies chroniques et l'exposition à la pollution de l'air. Bouger régulièrement est l'un des pre-

miers réflexes à adopter. Marcher, faire du vélo, nager, danser ou pratiquer une activité physique adaptée à son âge permet de rester actif et contribue à la bonne santé cardiovasculaire, qui joue elle-même un rôle important dans la santé du cerveau. L'OMS recommande aux adultes de pratiquer régulièrement une activité physique et reconnaît son intérêt dans la réduction du risque de déclin cognitif. L'alimentation joue également un rôle important. Privilégier les fruits et légumes, les aliments peu transformés et une alimentation variée s'inscrit dans les recommandations générales de prévention. Plusieurs recherches se sont également intéressées à certains modèles alimentaires, notamment au régime méditerranéen, dans le contexte du déclin cognitif et de la démence. Autre point essentiel : surveiller sa santé cardiovasculaire et métabolique. L'hypertension, le diabète, le surpoids ou l'obésité ainsi qu'un taux élevé de cholestérol sont associés à un risque accru de démence. Faire contrôler régulièrement sa tension artérielle, sa glycémie et son cholestérol, puis suivre les traitements prescrits lorsqu'ils sont nécessaires, peut contribuer à agir sur certains facteurs de risque. Le cerveau a lui aussi besoin d'être régulièrement stimulé. Lire, apprendre une nouvelle compétence, pratiquer des activités qui sollicitent la mémoire ou la réflexion, mais aussi

conserver des échanges réguliers avec son entourage, permettent de rester intellectuellement et socialement actif. Les recommandations de l'OMS reconnaissent notamment l'intérêt de la stimulation cognitive et de la participation sociale, même si le niveau de preuve varie selon les interventions. Enfin, ne pas fumer constitue une autre mesure importante. Le tabagisme fait partie des facteurs de risque modifiables identifiés par l'OMS. L'arrêt du tabac peut donc contribuer à protéger la santé générale et à réduire certains risques associés au vieillissement cérébral. À ces mesures peuvent s'ajouter d'autres gestes de prévention, comme la prise en charge d'une éventuelle perte auditive, la réduction de l'exposition à la pollution de l'air, le maintien d'un poids adapté et un suivi médical régulier. Il reste toutefois essentiel de rappeler qu'aucune de ces habitudes ne garantit d'éviter la maladie d'Alzheimer. L'objectif est plutôt d'agir, autant que possible et tout au long de la vie, sur plusieurs facteurs susceptibles d'influencer la santé du cerveau. L'OMS précise également que, chez les personnes ne présentant pas de carence diagnostiquée, les suppléments de vitamines B ou E, d'oméga-3 ou les multivitamines ne sont pas recommandés spécifiquement pour prévenir la démence, faute de preuves suffisantes d'un bénéfice établi.

A.B

Semaine de sensibilisation à la santé scolaire

Diverses activités de proximité à Mascara

La direction de la Santé de la wilaya de Mascara a programmé plusieurs activités de proximité dans le cadre de la Semaine de wilaya de sensibilisation à la santé scolaire, dont les activités ont débuté lundi.

Organisée par la direction de la Santé en coordination avec la direction de l'Éducation, cette campagne comprend des cours de sensibilisation dispensés au sein des établissements scolaires et portant sur plusieurs thèmes liés à la santé scolaire, notamment la santé bucco-dentaire, l'alimentation saine, la prévention des risques liés aux drogues et le bon usage d'Internet. Des équipes médicales mobiles ont également entamé, lundi, des actions de proximité au niveau des écoles primaires situées dans les agglomérations rurales, ainsi que dans les unités de dépistage et de suivi (UDS) implantées dans les collèges de la wilaya. Elles ont pour mission de sensibiliser les élèves aux règles d'hygiène et de prévention sanitaire, aux comportements favorables à la préservation de leur santé physique et mentale, ainsi qu'aux risques liés à l'usage excessif des jeux électroniques et des réseaux sociaux. Dans le cadre de cette manifestation, qui s'étale sur une semaine, plusieurs ateliers de sensibilisation destinés aux élèves ont également été programmés autour de thèmes tels que l'alimentation saine, les risques liés à l'obésité, les dangers des réseaux sociaux, les risques liés à la consommation de substances psychotropes et l'importance de la pratique sportive, a-t-on fait savoir de même source. Parallèlement, des cadres de la direction de la Santé, accompagnés de leurs homologues de la direction de l'Éducation, animeront une émission sur les ondes de la Radio régionale de Mascara consacrée à la santé scolaire.

Cette manifestation vise à promouvoir une culture de prévention sanitaire auprès des élèves, à renforcer leur sensibilisation aux comportements favorables à la santé et à les prémunir contre les différents risques susceptibles d'affecter leur santé physique et psychologique, a-t-on indiqué.

Face aux inquiétudes sur la vie privée

Meta devrait dévoiler des lunettes connectées sans caméra

Meta Platforms devrait dévoiler de nouvelles lunettes connectées lors de sa conférence annuelle Connect, mercredi, dont une paire sans caméras, sur fond d'inquiétudes croissantes liées au respect de la vie privée face à des appareils dopés à l'IA susceptibles d'enregistrer des personnes sans leur consentement, selon les médias. Le géant des réseaux sociaux fait figure de pionnier dans la course visant à mettre des appareils d'IA entre les mains des consommateurs, les ventes des lunettes connectées qu'il a co-développées avec EssilorLuxottica ayant bondi l'an dernier à plus de 7 millions d'unités. Cela a donné à Meta une position dominante sur un marché où l'entreprise fait principalement face à la concurrence de sociétés chinoises comme RayNeo et Xiaomi.

Mais la popularité croissante de ces appareils a suscité des préoccupations dans le monde entier quant à leur capacité à enregistrer discrètement des personnes, plusieurs restaurants, pubs et théâtres au Royaume-Uni en limitant l'usage. Ces lunettes ont également donné lieu à des poursuites, dont un recours collectif envisagé en Californie affirmant que Meta a induit les utilisateurs en erreur sur les protections en matière de vie privée et que des annotateurs humains chargés d'entraîner son IA ont visionné et étiqueté des séquences de moments privés, notamment lors de changements de vêtements, après la mise en ligne des enregistrements sur ses serveurs. Meta, qui conteste ces accusations et entend se défendre, devrait présenter des lunettes sans caméras en deux styles, l'un appelé Clubmaster et

l'autre Burbank, selon The Information, cité par Reuters. Les analystes s'attendent également à ce que le groupe lance une nouvelle version de ses lunettes Meta Ray-Ban équipées de caméras, ainsi qu'une paire de lunettes de réalité augmentée plus fine et plus légère, que certaines informations disent être nommée en interne Phoenix. Un éventuel lancement de Phoenix intervient quelques jours après que Snap a dévoilé de nouveaux partenariats et des détails logiciels concernant ses lunettes de réalité augmentée Specs à 2 195 dollars, dont la commercialisation est prévue plus tard cette année. Certains analystes doutent toutefois que le seul retrait des caméras suffise à apaiser les inquiétudes relatives à la vie privée autour d'appareils dopés à l'IA qui peuvent toujours enregistrer de l'audio.

La disparition de la caméra pourrait également peser sur la demande, la prise de photos et de vidéos figurant parmi les fonctionnalités les plus appréciées. « Les microphones et la collecte audio pourraient susciter des inquiétudes similaires, même si probablement dans une moindre mesure », a déclaré Linda Sui, fondatrice de Smart Analytics Global, un cabinet d'études de marché.

« Plus important encore, retirer la caméra de lunettes qui n'ont pas non plus d'affichage tête haute créera un défi de différenciation produit. Les consommateurs pourront se demander pourquoi ils auraient besoin de lunettes connectées plutôt que d'écouteurs Bluetooth si l'expérience principale se limite à l'interaction vocale, aux microphones et aux haut-parleurs. »

INDONÉSIE

Le bilan du naufrage en mer de Java s'alourdit à 20 morts

Le bilan du naufrage d'un navire de passagers qui a chaviré et coulé en mer de Java, en Indonésie, s'est élevé mercredi à 20 morts, avec 115 personnes toujours portées disparues et 108 survivantes, selon l'Agence nationale de recherche et de sauvetage du pays. Un précédent bilan avait fait état de 129 disparus. Le Virgo Transport 8 avait quitté Surabaya, dans la province de Java oriental, le 12 septembre à destination de Banjarmasin, dans le Kalimantan du Sud. Il a rencontré des intempéries pendant la traversée et le contact a été perdu avec lui à 02H00 heure locale, le 13 septembre. Depuis, les sauveteurs ont retrouvé des corps à l'intérieur du navire et le long des côtes de la province du Kalimantan central. Les plongeurs concentrent leurs recherches sur les cabines du navire, mais la mauvaise visibilité sous l'eau et les forts courants ont entravé les opérations, a indiqué l'agence. L'Indonésie, pays archipelagique comptant environ 17.000 îles, dépend fortement des ferries et d'autres moyens de transport maritime pour relier ses îles et faciliter les déplacements.

Des accidents maritimes se produisent de temps à autre en raison de facteurs tels que les conditions météorologiques, l'état de la mer et la sécurité des navires.

AFRIQUE DU SUD

11 morts dans une fusillade à Durban

Onze personnes ont été tuées par deux assaillants qui ont attaqué une maison à Durban, dans l'est de l'Afrique du Sud, a annoncé mercredi le Premier ministre de la province du KwaZulu-Natal, Thamsanqa Ntuli. «Les victimes, dont une femme enceinte, étaient rassemblées dans une maison peu avant 23H00 (21H00 GMT mardi) quand des assaillants armés ont fait irruption sur les lieux et ont ouvert le feu», a-t-il dit aux médias, ajoutant que deux personnes avaient survécu à l'attaque. Le mobile de l'attaque n'était pas connu dans l'immédiat. Selon la chaîne de télévision locale eNCA, les assaillants avaient contraint toutes les personnes présentes à se regrouper dans une pièce avant d'ouvrir le feu. Ils auraient également incendié une voiture appartenant à l'une des victimes.

COLOMBIE

L'armée se déploie dans une ville frappée par la violence

Le président colombien Abelardo de la Espriella a ordonné mardi l'envoi de troupes à Santa Marta (nord), ville caribéenne en proie à des attaques visant les commerces et véhicules après une opération des forces de sécurité contre un groupe armé local. Cette ville de près de 570.000 habitants vivait dans la peur mardi, après l'offensive ayant tué quelques heures auparavant trois membres - dont l'un des chefs - des Autodéfenses conquérantes de la Sierra Nevada (ACSN), un groupe armé d'origine paramilitaire vivant du contrôle des routes du narcotrafic et de l'extorsion. Plusieurs zones de Santa Marta, l'une des grandes villes des Caraïbes colombiennes, se sont réveillées désertes mardi en raison de rumeurs sur des restrictions au commerce et à la mobilité imposées par ce groupe armé qui terrorise la région. Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux, montrant des hommes armés parcourant à moto les rues de la ville et tirant sur les commerces ouverts, ainsi que des camions incendiés bloquant certaines routes.

TYPHON AU JAPON

Au moins 10 morts, des milliers de foyers sans électricité

Le typhon Dujuan, en touchant terre, a provoqué des pluies torrentielles record, des inondations généralisées et des glissements de terrain dans l'est du Japon, faisant au moins 10 morts, des disparus et de nombreux blessés.



Le typhon Dujuan a fait au moins 10 morts et plusieurs disparus dans l'est du Japon, notamment dans les préfectures de Chiba et de Kanagawa, après avoir provoqué des pluies torrentielles, des inondations et de nombreux glissements de terrain. Les opérations de recherche se poursuivent dans les zones les plus touchées, tandis que les autorités maintiennent leurs appels à la prudence face aux risques persistants. À Chiba, les fortes précipitations ont provoqué des glissements de terrain qui ont endommagé ou détruit de nombreuses habitations. La police, les pompiers et les forces d'autodéfense japonaises restent mobilisées pour rechercher les personnes disparues et dégager les routes touchées par les coulées de boue. Le passage du typhon a également provoqué d'importantes perturbations matérielles. Environ 58 000 foyers de la préfecture de Chiba ont été privés d'électricité, selon le fournisseur Tepco. Plus de 460 logements ont également été endommagés dans cette préfecture. Les réseaux routiers et ferroviaires

ont été perturbés et plus de 270 vols ont été annulés, affectant notamment les liaisons au départ ou à destination de l'aéroport de Haneda, à Tokyo. Plus de 1,6 million de personnes à Tokyo et dans les régions voisines avaient été invitées ou conseillées d'évacuer les secteurs exposés aux inondations et aux glissements de terrain. Les autorités recommandent aux habitants de ne pas regagner les zones évacuées avant la diffusion d'informations officielles sur la sécurité. Les précipitations ont atteint des niveaux exceptionnels. Sur l'île d'Oshima, administrativement rattachée à Tokyo et située dans l'archipel d'Izu, 832 millimètres de pluie sont tombés en 48 heures, un niveau record depuis le début des relevés. Cette quantité représente plus de deux fois la moyenne des précipitations enregistrées habituellement au cours d'un mois de septembre. La région de Kanto et les îles d'Izu ont été particulièrement touchées. Les sols, saturés par les importantes quantités d'eau tombées, restent susceptibles de provoquer de nouveaux glissements de terrain. Les autorités mettent également en garde

contre la montée des eaux de certains cours d'eau, même après l'éloignement du typhon. L'Agence météorologique japonaise a progressivement levé ou rétrogradé plusieurs alertes liées aux fortes pluies et aux glissements de terrain alors que Dujuan s'éloignait des côtes japonaises en direction du nord-est. Toutefois, la fin des précipitations ne signifie pas la disparition immédiate du danger, les sols demeurant fragilisés et gorgés d'eau. Le typhon a également perturbé les transports dans la région de Tokyo et les préfectures voisines. Des vols ont été annulés et le trafic ferroviaire a été affecté dans plusieurs secteurs, tandis que les coupures d'électricité ont touché des dizaines de milliers de foyers. Les typhons, des cyclones tropicaux qui se forment dans le nord-ouest du Pacifique, frappent régulièrement le Japon à la fin de l'été et au début de l'automne. Le passage de Dujuan intervient dans un contexte où les scientifiques étudient l'évolution des phénomènes météorologiques extrêmes et les liens entre le réchauffement climatique et l'intensification de certains événements climatiques.

RD CONGO

Ebola reste incontrôlée malgré une baisse nationale des cas

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) reste incontrôlée malgré une baisse modérée du nombre de cas à l'échelle nationale, alors que la transmission se déplace géographiquement et se rapproche d'une frontière internationale, a indiqué mercredi le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique. Au 20 septembre, 7.733 cas confirmés avaient été recensés dans le pays, dont 3.732 décès, selon le dernier rapport hebdomadaire

de l'OMS. «L'épidémie reste incontrôlée et de plus en plus dispersée géographiquement», a souligné l'OMS, soulignant que cette extension exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà fortement sollicitées. La dernière extension géographique a été enregistrée dans la zone de santé de Dungu, dans la province du Haut-Uélé, à la frontière avec le Soudan du Sud, ce qui accroît, selon l'OMS, le risque de propagation transfrontalière. Depuis le début de l'épidémie, 63 zones de santé dans sept

provinces ont été touchées. L'OMS maintient à un niveau «très élevé» le risque de propagation supplémentaire à l'intérieur de la RDC et à un niveau «élevé» le risque pour les pays voisins partageant une frontière terrestre avec le pays. L'épidémie actuelle est devenue la plus importante et la plus meurtrière jamais enregistrée en RDC, ainsi que la deuxième plus importante au monde après celle qui a frappé l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016.

L'ouragan Polo se renforce à la catégorie maximale

L'ouragan Polo s'est renforcé mardi à la catégorie maximale 5 dans le Pacifique mexicain et, si de fortes pluies sont prévues, il ne devrait pas toucher terre, a indiqué le Centre national des ouragans (NHC), basé aux Etats-Unis. «Il est probable qu'il se renforce encore jusqu'à ce soir», a précisé le NHC dans un bulletin, ajoutant que «l'œil de Polo devrait se trouver à proximité de la côte sud-ouest du Mexique au cours des prochains jours, mais rester au large». L'ouragan est passé en moins de 24 heures de la catégorie 1 à la 5, le maximum sur l'échelle de Saffir-Simpson, et les autorités mexicaines sont en alerte. Polo se trouvait mardi à 355 km des côtes de l'Etat de Guerrero, où se situe la station balnéaire d'Acapulco. Cet Etat du littoral Pacifique, ainsi que Michoacan, ont été les premiers touchés par de violentes pluies et les écoles ont été fermées. L'ouragan progresse lentement à raison d'environ 9 km/h et, dans un bulletin, le NHC fait également état de vents à environ 260 km/h. «C'est un phénomène qui va clairement nous affecter toute la semaine dans le Pacifique mexicain», a déclaré le coordinateur général du Service météorologique national du Mexique (SMN), Fabian Vazquez. La saison des cyclones au Mexique s'étend de mai à novembre et affecte chaque année les côtes du Pacifique comme celles de l'Atlantique.

ALGÉRIE - ZAMBIE CE VENDREDI À TIZI-OUZOU

Les Verts, pour partir du bon pied

Ce vendredi, à partir de 20h00, le magnifique stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou s'apprête à vibrer au rythme d'un événement particulièrement attendu par tout un peuple. L'équipe nationale algérienne y affronte la Zambie dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2027.



Au delà de l'enjeu comptable inhérent à toute entame de compétition, cette affiche revêt une charge symbolique immense. Elle marque officiellement le coup d'envoi d'une ère inédite, dictée par la nécessité d'un renouvellement profond après les turbulences et les émotions de la dernière Coupe du Monde 2026. La page de l'ère Vladimir Petkovic définitivement tournée, la Fédération algérienne de football a jeté son dévolu sur un technicien imprégné des valeurs nationales en la personne de Brahim Hemdani. Ancien sélectionneur des espoirs, l'ancien milieu de terrain s'apprête à vivre un véritable baptême du feu à la tête de l'équipe A, épaulé par Antar Yahia dans le costume d'adjoint. Ce nouveau tandem hérite d'une lourde responsabilité : insuffler une dynamique fraîche, libérer les énergies et bâtir une compétitivité durable capable de redonner le sourire aux supporters. Pour ce premier rassemblement, Hemdani a dévoilé une liste de vingt-six joueurs, mêlant habilement l'expérience des cadres maintenus et l'audace de la nouveauté. Le visage de la sélection a nécessairement évolué, bous-

culé par des départs de taille qui marquent la fin d'une génération dorée. Les supporters devront désormais s'habituer à conjurer l'avenir sans le capitaine emblématique Riyad Mahrez et le roc défensif Aïssa Mandi, tous deux ayant choisi de raccrocher les crampons internationaux au terme du Mondial 2026. D'autres habitués manquent également à l'appel, à l'instar de Houssein Aouar et Ramiz Zerrouki, tandis que des sanctions disciplinaires privent le staff de joueurs comme Rafik Belghali et Luca Zidane pour ces premiers pas. Néanmoins, ce vent de fraîcheur s'accompagne de retours très attendus et d'incorporations prometteuses. Amin Chiakha, Bachir Belloumi et Ilan Kebbal effectuent leur come-back sous la tunique nationale, aux côtés de Himad Abdelli, Adil Aouchiche, Sohaib Naïr, Saâdi Redouani et Ahmed Touba, tous bien décidés à saisir leur chance.

Un défi complexe

Sur la pelouse de Tizi-Ouzou, le défi qui attend le nouveau sélectionneur s'annonce complexe, car le temps pressera. Le technicien devra composer sans repères totalement automatisés face à un adversaire coriace, tout en exploitant au mieux la pléiade de talents offensifs dont il dispose. Des

éléments percutants et créatifs comme Amoura, Gouiri, Hadj-Moussa, Maza ou encore Zorgane devront rapidement trouver le bon tempo pour percer le bloc adverse. L'objectif immédiat reste impératif : s'emparer des trois points pour prendre les commandes du groupe I dès cette première sortie, avant de se projeter vers un déplacement périlleux programmé quatre jours plus tard à Bujumbura pour y affronter le Burundi. Mais la mission s'annonce loin d'être une simple formalité, car la Zambie débarque en Kabylie avec des intentions belliqueuses. Surnommés les Chipolopolo, les coéquipiers de Patson Daka ne viennent pas en victimes expiatoires. Le sélectionneur zambien George Lwandamina a concocté une liste de vingt-sept joueurs bâtie pour l'exploit, s'appuyant sur des individualités rompues aux joutes internationales à l'image de Fashion Sakala, Miguel Chaiwa, Lameck Banda et Kingstone Mutandwa. Affichant un optimisme béat et une ambition décomplexée, le technicien zambien a clairement annoncé la couleur, promettant de jeter toutes ses forces dans la bataille pour bousculer la hiérarchie algérienne.

H.M.

Italie Ghoulam vers une reconversion

L'ancien international algérien Faouzi Ghoulam a fait une apparition remarquée dans un cadre qu'il connaît bien. À Cerveriano, il poursuit désormais une nouvelle étape de son parcours, loin des pelouses mais toujours au contact du très haut niveau. Ghoulam continue de préparer son après-carrière. L'ancien défenseur de l'équipe nationale algérienne est présent au rassemblement de l'Italie à Cerveriano, où il a pu suivre de près le travail des Azzurri et de leur staff. Une présence qui s'inscrit dans le cadre de sa formation pour l'obtention de la licence UEFA A. Ghoulam accompagne notamment Fabio Sannino, membre du staff médical de la sélection italienne. Cette expérience lui permet ainsi d'observer le fonctionnement d'un groupe international et de découvrir de l'intérieur les exigences liées à la préparation d'une équipe au plus haut niveau. L'ancien joueur de Naples figure par-



Impressions des joueurs algériens en zone mixte

Adil Bourabaâ (milieu de terrain) :

« Je suis heureux et fier d'être présent pour la première fois en sélection nationale. C'est un rêve qui se réalise. Ce match on va l'aborder comme on a l'habitude de le faire avec la ferme détermination de s'imposer. »

Sohaïb Naïr (défenseur) :

« En tant qu'Algérien, c'est toujours une fierté de retrouver la sélection de mon pays. J'ai fait un bon début de saison avec mon club (AS Saint-Etienne, NDLR), je savais que je pouvais être appelé, j'étais à l'affût et concentré. Je vais tout donner comme d'habitude, et ça ira in-challah. Je suis prêt, à l'instar de l'ensemble du groupe, si on est là aujourd'hui c'est qu'on a fait des performances en clubs. La première séance d'entraînement effectuée lundi était plutôt une remise en forme, on n'a pas fait grand choix. »

Amin Chiakha (attaquant) :

« Hamdoulillah, je suis heureux de retrouver la sélection nationale. J'ai réalisé de bonnes performances avec mon club, Rosenborg en Norvège, et la saison est encore longue. Désormais, je suis entièrement concentré sur l'équipe nationale. Je vais donner le meilleur de moi-même sur le terrain afin de gagner ma place et de m'imposer. J'ai traversé une période difficile, ce qui m'a poussé à échanger avec mon entourage et mes proches concernant la suite de ma carrière. C'est notamment ce qui a motivé mon choix de rejoindre Rosenborg. Avec ce club, j'ai rapidement retrouvé mes repères et de bonnes sensations, ce qui explique aussi mon efficacité sur le terrain. Je suis motivé et déterminé à montrer qui est Amin Chiakha et ce dont je suis également le premier supporter de la sélection lors de la Coupe du monde. »

LIGUE 1 (MISE À JOUR / 1RE JOURNÉE)

L'USB et la JSS se neutralisent

L'US Biskra et la JS Saoura se sont séparées sur un score vierge (0-0), mardi au stade «Zeribet El-Oued» à Biskra, en match comptant pour la mise à jour de la 1re journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. A l'issue de ce résultat, l'USB compte désor-

mais deux points en trois matchs, alors que la JSS décroche son premier point de la saison, après avoir raté ses débuts en s'inclinant lourdement vendredi en déplacement face à la JS El-Biar (4-0), lors de la 3e journée. La formation de Béchar compte un match en moins contre l'USM Khenchela.

Avant d'entamer le championnat, la JSS avait connu une grosse déception, en se faisant éliminer dès le 1er tour préliminaire de la Ligue des champions face aux Guinéens de Horoya Conakry (aller : 1-0, retour : 1-3).



Mondiaux Individuels 2026 de Judo

La sélection algérienne en préparation à Tachkent

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo, forte de quatre athlètes, a embarqué mardi matin pour Tachkent (Ouzbékistan), où elle doit effectuer une dernière étape de préparation, en prévision des championnats du monde individuels de 2026, prévus du 4 au 10 octobre à Bakou (Azerbaïdjan).

Les judokas retenus pour ce rendez-vous planétaire sont : Kaïs Moudetere (-66 kg), Dris Messaoud Redouane (-73 kg) et Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg) chez les messieurs, ainsi que Yasmine Djellab (-63 kg) chez les dames. Leur scène s'étendra jusqu'au 2 octobre, sous la direction du coach national Ihcène Abdessamed Mazari, avec l'objectif d'apporter les derniers réglages à leur préparation, avant l'entrée en lice

dans la compétition. Moudetere sera le premier judoka algérien à monter sur le Tatami aux Mondiaux individuels de Bakou le 5 octobre. Puis ce sera au tour de Dris Messaoud d'effectuer son entrée en lice le lendemain, 6 octobre. Yasmine Djellab s'engagera le 7 octobre, alors que Lili devra attendre le dernier jour de la compétition, soit le 10 octobre, pour monter sur le

Tatami. D'après les organisateurs, un total de 451 judokas (237 messieurs et 214 dames), représentant 71 pays, de cinq continents, ont déjà confirmé leur participation à cet important événement planétaire. Avec 18 athlètes engagés, la Corée du sud, la Russie, la Mongolie et le Japon seront les pays les mieux représentés dans ces Mondiaux 2026, devant la France, les Etats Unis et l'Ouzbékistan, avec 17 judokas chacun.

Turquie

La presse continue à encenser Salah

La presse turque continue de louer les performances de la star égyptienne Mohamed Salah avec Trabzonspor, après le triplé grâce auquel il a mené son équipe à la victoire face à Galatasaray 4-0 lors de la sixième journée du championnat turc, avant le début de la trêve internationale.



Salah a porté son total à 7 buts en 6 journées, prenant ainsi la tête du classement des buteurs de la compétition, un chiffre qu'aucun joueur n'avait atteint dans l'histoire de Trabzonspor à l'exception de l'ancienne star Burak Yilmaz lors de la saison 2017-18.

Le journal turc hurriyet a indiqué que Mohamed Salah a contribué à 9 buts lors de ses 6 premières journées en championnat turc : 7 buts et 2 passes décisives, signant ainsi le meilleur début de sa carrière professionnelle en Europe.

Salah a débuté sa carrière en Europe avec Bâle lors de la saison 2012-2013, puis a joué par la suite avec Chelsea, la Fiorentina, l'AS Rome et Liverpool, avant l'étape de Trabzonspor.

Vous pouvez débattre en profondeur des sujets et des

actualités sur les forums de «Kooraa»

Le journal a déclaré : «Alors que la star égyptienne a livré d'importantes contributions offensives lors de ses six premiers matchs de championnat avec différents clubs, sa période avec Trabzonspor a représenté l'apogée de son éclat sur ce plan.»

Et d'ajouter : «Mohamed Salah a connu un succès éclatant dans la course au titre de meilleur buteur de la Premier League, la star égyptienne ayant remporté le titre de meilleur buteur du championnat à quatre reprises. Il a dominé le classement des buteurs de la Premier League avec 32 buts lors de la saison 2017-2018, 22 buts lors de la saison 2018-2019, 23 buts lors de la saison 2021-2022 et 29 buts lors de la saison 2024-2025.»

Les Dortmundois seraient toutefois loin d'être le seul grand club européen à s'être penché sur le Marocain. L'Ajax Amsterdam ainsi que les clubs de Premier League Manchester United, Manchester City, Arsenal et Chelsea suivraient également le jeune joueur. En outre, le nom de Houira figurerait aussi sur les listes de plusieurs clubs français et espagnols, selon le média. L'intérêt du BVB remonterait déjà à un certain temps. Selon le rapport, les Dortmundois observaient déjà Houira avant son transfert du centre de formation d'Aarhus GF au FC Copenhague en janvier. Chez le recordman du Danemark, le milieu central évolue actuellement encore avec les U16. Son contrat à Copenhague court jusqu'en 2029.

FC Barcelone

Jusqu'à 2,6 milliards de dette après un prêt

Cette fois, un Raphinha en feu et un Lamine Yamal candidat au Ballon d'or 2026 ne suffiront pas pour régler le problème. Auteur d'un bon début de saison et leader de la Liga avec sept victoires en autant de matchs en championnat, le Barça version 2026-2027 impressionne. Mieux, le Camp Nou fait le plein et permet au club catalan d'engranger de belles recettes au niveau de la billetterie. Mais selon les révélations du média The Athletic mardi, cela ne suffit pas à assurer l'avenir économique de l'institution blaugrana dont l'endettement continue. Malgré sa réussite sportive, la direction a demandé aux socios de valider un nouveau prêt de 510 millions d'euros lors de l'assemblée générale annuelle organisée samedi en Catalogne. Toujours selon les informations du site britannique, ce nouvel emprunt doit permettre de finaliser les travaux du nouveau Camp Nou. Accepté par les membres de l'entité blaugrana, le prêt de 510 millions d'euros, dont 300 millions seront directement alloués aux travaux et le reste pour des frais supplémentaires, va faire exploser la dette catalane avec plus de deux milliards de créances auprès de partenaires financiers. Selon The Athletic, le total risque même de grimper à 2,6 milliards d'euros en fonction de l'étalement des paiements.

Et si cette rallonge demandée par la direction va aussi faire grimper la facture du nouveau stade (via le programme Espai Barça) à près de 1,8 milliard d'euros soit presque trois fois le montant avancé au moment de la mise en route du projet en 2014, le président Joan Laporta aurait confirmé que les 300 millions d'euros du nouvel emprunt ne couvriraient pas la construction du Palau Blaugrana, enceinte pour les équipes omnisports (basket, handball...) du Barça.

Club Bruges

Tresoldi optera soit pour l'Allemagne ou l'Italie

Le bras de fer pour l'un des jeunes talents les plus prometteurs d'Europe devrait se poursuivre au moins une année de plus. Tresoldi a officiellement annoncé qu'il reporterait sa décision finale concernant son allégeance internationale au niveau senior. Malgré l'intérêt prononcé de la DFB et de la FIGC, le joueur de 22 ans prévoit de rester avec l'équipe d'Allemagne Espoirs jusqu'au Championnat d'Europe 2027 avant de faire un choix définitif entre les deux poids lourds.

S'exprimant auprès de Sky Germany, Tresoldi a exposé la difficulté émotionnelle du choix auquel il est confronté. L'attaquant, qui est dans une forme sensationnelle en Belgique, a admis que ses sentiments étaient parfaitement partagés entre les deux grandes nations du football. «Mon cœur est à 50-50. Les deux pays comptent énormément pour moi», a expliqué l'attaquant.

L'enjeu autour de l'avenir de Tresoldi a considérablement monté d'un cran lorsque l'entraîneur légendaire Jürgen Klopp, désormais à la tête de l'équipe nationale d'Allemagne, a personnellement pris contact avec le jeune attaquant. Klopp tient clairement à s'attacher les services d'un joueur qui a prouvé sa valeur sur la scène de la Ligue des champions, et les deux hommes ont déjà eu des discussions détaillées au sujet de la trajectoire de l'avant-centre. Tresoldi n'a pas tardé à saluer la manière dont Klopp a abordé cette situation délicate, soulignant que le sélectionneur a fait preuve d'une grande empathie face au conflit intérieur que traverse le joueur alors qu'il réfléchit à son avenir à long terme dans le football.

Revenant sur son échange avec l'ancien entraîneur de Liverpool, Tresoldi a décrit une relation qui va au-delà du cadre classique entre un coach et un athlète. «Nous avons eu de bonnes conversations. J'ai expliqué ma situation à Klopp, et il l'a comprise. C'est une très bonne personne. Ce n'était pas une conversation entre un entraîneur et un joueur, mais plutôt comme une conversation entre un père et son fils. Il m'a dit que la porte serait toujours ouverte pour moi», a révélé Tresoldi.

L'Allemagne n'est pas la seule sélection à faire vibrer le cœur de Tresoldi. Le nouveau sélectionneur de l'Italie, Roberto Mancini, s'est lui aussi activé

pour tenter de convaincre l'attaquant de revenir à ses racines. L'attaquant a confirmé que l'approche de Mancini avait reçu la même réponse honnête que celle qu'il avait donnée au camp allemand. «J'ai dit la même chose à lui qu'à Klopp», a remarqué Tresoldi.



Borussia Dortmund

Un jeune de danois ciblé

Le mercato est actuellement fermé, mais en coulisses, les dirigeants du Borussia Dortmund continuent de rester à l'affût d'éventuels renforts pour l'avenir.

Un nouveau nom serait ainsi apparu sur les radars du BVB. Comme le rapporte Tipsbladet, il s'agit du talent de 15 ans Ilyas Houira, du FC Copenhague.

YAMAL TACLE MBAPPÉ : «Le Ballon d'or est le trophée qui récompense le meilleur joueur»

Sacré champion du monde avec l'Espagne cet été et auteur d'un début de saison canon avec le FC Barcelone, Lamine Yamal ne cache plus ses ambitions. Dans un entretien accordé à L'Équipe et dévoilé ce mardi, l'attaquant espagnol s'est confié sur le Ballon d'Or qu'il espère pouvoir décrocher à 19 ans, le lundi 26 octobre à Londres. Pour l'ailier barcelonais, la distinction ne doit pas seulement récompenser une accumulation de statistiques. «Le Ballon d'Or est le trophée qui récompense le meilleur joueur de l'année, le joueur différent, celui qu'on prend plaisir à regarder jouer, au point de regarder un

match uniquement pour lui. Je pense que c'est cela, un joueur différent. Cela n'a rien à voir avec le nombre de buts qu'il marque ou quoi que ce soit d'autre», estime-t-il, comme s'il voulait répondre à Kylian Mbappé. Lors d'un entretien accordé à RFI dévoilé ce mardi, le capitaine de l'équipe de France mettait en avant ses performances individuelles : «J'ai été meilleur buteur de toutes les plus grandes compétitions, et je pense que ça peut être une bonne année pour moi. Je le sens bien.» Lamine Yamal, lui, fait référence à Lionel Messi et Ronaldinho. «Je pense que tous ceux qui regardent le football savent

quels sont mes arguments. J'entre sur le terrain, je prends du plaisir, je joue bien et comme j'ai envie de jouer», avance-t-il.

«On peut toujours gagner encore et encore»

«Au-delà de cela, je pense que ma manière de jouer est mon argument le plus fort, c'est ce qui me rend différent», insiste le jeune homme. À ses yeux, sa candidature repose également sur sa capacité à conjuguer performances individuelles et résultats collectifs. «Je pense que cela fait de moi un bon candidat. Au-delà du fait d'être un bon

joueur, je pense que le meilleur joueur fait toujours gagner son équipe. Quand votre équipe gagne, tout le monde ressort davantage, tout le monde brille davantage.» Deuxième à seulement 18 ans lors de la précédente édition, derrière Ousmane Dembélé, Lamine Yamal compte bien finir par mettre la main sur le trophée. Avec une ambition qui ne cesse de grandir : «Si je ne gagne pas le Ballon d'Or, alors je dois le gagner l'année suivante. Et si je le gagne, je veux en gagner cinq autres. Je pense qu'on ne peut jamais s'arrêter, on peut toujours gagner encore et encore, c'est ça ma mentalité.»



11E FESTIVAL NATIONAL DE LA CRÉATION FÉMININE

Ces métiers que le temps n'a pas effacés

Du 9 au 12 octobre, la Villa Boulkine, à Alger, accueillera la 11e édition du Festival national de la création féminine. Placée sous le slogan «Les métiers oubliés, des racines qui se renouvellent», la manifestation mettra à l'honneur des savoir-faire menacés d'oubli et leur transmission à travers les générations.



NASSIM TERKI

La Villa Boulkine, à Alger, accueillera du 9 au 12 octobre la 11e édition du Festival national de la création féminine. Cette nouvelle édition sera consacrée aux «métiers oubliés», avec l'ambition de remettre en lumière des savoir-faire qui se sont progressivement raréfiés et de favoriser leur transmission aux nouvelles générations. Placée sous le slogan «Les métiers oubliés, des racines qui se renouvellent», la manifestation entend dépasser la seule dimension patrimoniale. Il s'agit surtout de redonner une place à des pratiques anciennes dans le paysage culturel actuel, en permettant à celles qui les maîtrisent de les présenter, de les transmettre et de les inscrire dans une dynamique de création. Le choix de cette thématique met ainsi l'accent sur la sauvegarde des savoir-faire et sur les conditions de leur continuité. Certains métiers ont traversé les générations, souvent grâce à une transmission familiale, mais restent aujourd'hui peu visibles. Leur présence au sein du festival permettra de mieux faire connaître

les techniques, les gestes et les connaissances qui leur sont liés. Selon le commissaire du festival, Sid Ali Merabet, des participantes venues de différentes régions du pays prendront part à cette 11e édition. La Villa Boulkine deviendra ainsi, durant quatre jours, un espace consacré au partage des expériences et à la valorisation de la création féminine. La participation de femmes venues des quatre coins du pays donnera également à cette rencontre une dimension nationale. À travers la diversité des pratiques présentées, le festival fera apparaître la richesse des savoir-faire liés aux différentes régions d'Algérie. Chaque technique renvoie à une histoire, à une culture et à une manière particulière de travailler les matières et de perpétuer les gestes hérités. La transmission occupera, à ce titre, une place centrale. Car préserver un métier ne consiste pas uniquement à conserver ses produits ou à en présenter les réalisations. La sauvegarde passe également par la connaissance des techniques et par leur apprentissage. La mise en valeur des femmes qui détiennent ces savoir-faire constitue donc un volet essentiel de cette démarche. Le festival offre, dans ce cadre, une visibilité à des pratiques longtemps restées liées à l'espace

familial. De nombreuses connaissances ont en effet été transmises au fil des générations, notamment entre mères et filles. Leur présentation dans un cadre culturel permet aujourd'hui de les faire connaître à un public plus large et de rappeler leur place dans le patrimoine national. Cette édition pose également la question de l'évolution des métiers traditionnels. L'enjeu n'est pas de figer ces pratiques dans une image du passé, mais de leur permettre de continuer à exister et à évoluer. Le dialogue entre héritage et création constitue ainsi l'un des axes de cette manifestation. À travers cette 11e édition, le Festival national de la création féminine entend donc contribuer à la sauvegarde d'un patrimoine immatériel porté par des femmes et transmis de génération en génération. Pendant quatre jours, la Villa Boulkine sera un espace de rencontre autour de ces métiers, de leurs techniques et de celles qui continuent à les faire vivre. Au-delà de leur dimension artisanale, ces savoir-faire constituent une partie de la mémoire culturelle algérienne. Leur transmission permet de maintenir vivants des gestes et des connaissances qui risquent, sans renouvellement, de disparaître progressivement.

52 pièces antiques retrouvent leur place au musée de Chlef

La direction du musée national public Abdelmadjid-Meziane de Chlef a réceptionné, lundi, une collection de pièces de monnaie datant de l'Antiquité, composée de 52 pièces en bronze.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la coordination entre les différents secteurs et organismes pour la préservation et la valorisation du patrimoine culturel. La directrice du musée, Faïza Benallal, a indiqué que cette collection avait été remise par la direction de la culture et des arts de Tissemsilt. Les pièces avaient été saisies par des éléments de la Gendarmerie nationale dans la wilaya de Tissemsilt, avant d'être transférées au musée de Chlef. Elles seront désormais déposées au sein de cet établissement pour y être conservées, a précisé la directrice.

La remise de cette collection s'est déroulée en présence de conservateurs du patrimoine ainsi que de responsables du secteur de la culture des deux wilayas, Chlef et Tissemsilt.

Cette opération vient renforcer les collections déjà conservées au musée national public Abdelmadjid-Meziane. L'établissement abrite notamment différentes collections de monnaies couvrant plusieurs périodes historiques, ainsi que des pièces archéologiques, des objets en terre cuite et divers outils.

Le musée dispose également d'un espace consacré à l'ethnographie. Celui-ci permet de suivre les traces de l'être humain à travers les différents aspects de sa vie quotidienne, dans leurs dimensions aussi bien simples que profondes, au fil de l'histoire.

Au cours des dernières années, l'établissement a par ailleurs bénéficié d'importants travaux d'aménagement. Ceux-ci ont concerné plusieurs de ses espaces, notamment les salles d'exposition ainsi que les lieux réservés à la conservation et à la protection des pièces archéologiques contre la dégradation.

Le musée national public Abdelmadjid-Meziane accueille régulièrement des délégations nationales et étrangères, contribuant ainsi à la mise en valeur de ses collections et du patrimoine historique qu'il conserve.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE DE TIMIMOUN

Six histoires en quête de lumière

Le Festival international du court-métrage de Timimoun poursuit son soutien aux jeunes auteurs. À l'occasion de sa deuxième édition, les organisateurs ont annoncé, lundi, la sélection des six projets qui participeront à la première édition de Gourara Lab, un laboratoire créatif consacré au développement de courts-métrages de fiction. Baptisé du nom du réalisateur et scénariste algérien Anis Djaâd, disparu, ce laboratoire rend hommage à son parcours et à sa contribution au cinéma algérien. Il traduit également une orientation défendue par le festival : accorder une place centrale au travail de l'idée et du scénario, deux étapes déterminantes dans la construction d'un film. Pour cette première édition, Gourara Lab a reçu 48 candidatures. Les projets retenus ont été

choisis au terme d'un processus de lecture et d'évaluation mené par le comité de sélection. Le nombre de candidatures enregistrées témoigne de l'intérêt suscité par cette nouvelle initiative auprès de jeunes auteurs et cinéastes. À travers ce laboratoire, le festival entend intervenir en amont de la réalisation, au moment où l'histoire se construit et où le scénario commence à prendre sa forme définitive. Les participants disposeront ainsi d'un cadre de travail leur permettant de développer leurs projets, de questionner leurs choix d'écriture et de préciser leur approche cinématographique. Le programme proposé aux six porteurs de projets reposera sur plusieurs volets : développement de l'écriture et de la vision cinématographique, formation, mentorat et accompagnement professionnel. L'objectif sera notamment de renforcer les scénarios et d'aider les jeunes

réalisateurs à mieux définir leur projet avant de le présenter aux professionnels du secteur. Le parcours prendra fin à Timimoun par une présentation des projets devant des professionnels du cinéma. Cette rencontre permettra aux participants de confronter leur travail à des regards spécialisés, d'échanger autour de leurs propositions et de nouer éventuellement des contacts susceptibles d'accompagner la production de leurs futurs films. La session sera également marquée par l'attribution de la bourse Anis Djaâd pour le développement. Un seul projet sera distingué à l'issue de cette première édition. Le lauréat bénéficiera d'un soutien financier, mais également d'un accompagnement artistique et professionnel destiné à faire progresser son projet vers une nouvelle étape de son développement. Les six projets sélectionnés représentent la pre-

mière promotion de Gourara Lab. Sara Nacer participera avec «Boulevard des rêves brisés», tandis qu'Ahmed Reggad présentera «Toufah» (Pomme). Bakhouch Fatma a été retenue pour «Le Banquet cherche ses invités». La sélection comprend également «Ali Lbahri» de Tilioune Mouayed, «Match 70uma» d'Aymen Tighiart et «Siyah» (Touristes) de Maâmri Iheb Soufiane. Avec Gourara Lab, le Festival international du court-métrage de Timimoun inscrit ainsi l'accompagnement des projets et le développement de l'écriture parmi ses axes de travail. Cette première édition permettra de réunir de jeunes porteurs de projets autour d'un même espace de formation, de réflexion et de préparation professionnelle, avec pour perspective de faire passer leurs scénarios à une nouvelle phase de développement.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“Flatter les vices du peuple est encore plus lâche et plus sale que flatter les vices des grands.”

Charles Péguy

Statut particulier et rémunération des agents

La Protection civile salue les décisions du président Tebboune



Le lieutenant-colonel Nacim Bernaoui a salué les décisions du président Abdelmadjid Tebboune en faveur de la Protection civile, notamment l’augmentation générale des salaires et la révision de la loi fondamentale du corps. Il a souligné que ces mesures doivent permettre de renforcer les capacités des agents face à l’évolution des risques et à la multiplication des catastrophes. Le bilan présenté reste lourd. Depuis le début de l’année, plus de 141.000 hectares ont été touchés par les incendies, tandis que les noyades ont fait 168 morts sur les plages, auxquels s’ajoutent 71 décès dans différents plans d’eau. Les accidents de la route ont, pour leur part, causé 1.471 morts et plus de 66.000 blessés à travers plus de 55.000 accidents recensés jusqu’au 19 septembre. Au total, la Protection civile a effectué plus d’un million d’interventions depuis le début de l’année, dont environ 600.000 liées aux procédures sanitaires.

Tizi Ouzou avance sur sa future usine de dessalement

Treize sites littoraux ont été présélectionnés pour accueillir une grande station de dessalement d’eau de mer d’une capacité de 300 000 mètres cubes par jour. Le projet, confié à l’Algerian Desalination Company, doit sécuriser l’approvisionnement en eau de la région et des communes voisines. Sous la direction du wali Abou Bakr Seddik Boucetta, les autorités locales ont d’abord repéré huit emplacements possibles. Une prospection réalisée le 25 mars sur le littoral d’Azeffoun et d’Ifissen a ensuite permis d’en ajouter cinq. Tous les relevés topographiques et fonciers ont été transmis à l’ADC, qui doit maintenant comparer les options et choisir le terrain le plus adapté sur les plans environnemental, économique et technique.

Trafic de stupéfiants à Dar El Beïda : deux suspects arrêtés, 1,3 kg de kif saisis

Les services de la Sûreté de la wilaya d’Alger poursuivent leur offensive contre les réseaux de trafic de stupéfiants. Hier, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé l’interpellation de deux individus impliqués dans un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogues, lors d’une opération menée par la police judiciaire de la circonscription administrative de Dar El Beïda. L’opération, inscrite dans le cadre de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants, a permis la saisie de 1,385 kg de kif traité, ainsi qu’une somme d’argent estimée à 8 millions de centimes (80 000 dinars) et d’un véhicule utilisé pour le transport de la drogue. Après l’accomplissement des procédures légales de rigueur, les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beïda, conformément aux dispositions judiciaires en vigueur.

Tissemsilt : démantèlement d’un réseau de trafic de psychotropes, neuf arrestations

Les services de lutte contre la criminalité urbaine de Tissemsilt ont arrêté neuf personnes soupçonnées d’appartenir à un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de substances psychotropes ciblant les jeunes. L’opération, menée sur la base d’informations signalant des activités suspectes et sous la supervision du parquet, a permis d’identifier les suspects, de localiser leurs lieux de séjour et de procéder à leur interpellation progressive. Les enquêteurs ont saisi 570 gélules de prégabaline 300 mg, 33 000 dinars soupçonnés provenir des revenus du trafic, un véhicule ainsi que neuf téléphones portables utilisés dans le cadre de ces activités. Après l’accomplissement des procédures judiciaires, les neuf suspects ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes pour la suite de la procédure.

Investissement : le président Tebboune accélère la mise en place du guichet unique

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion de travail consacrée à la finalisation du décret présidentiel relatif au guichet unique ainsi qu’aux préparatifs de sa mise en service, indique un communiqué de la Présidence de la République. Selon la même source, l’entrée en service de ce dispositif devrait



insuffler une nouvelle dynamique à l’investissement, notamment à travers la simplification des procédures et le renforcement du climat des affaires. Dans un autre registre, le président de la République a opéré, hier, un mouvement partiel dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux de wilayas.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

HOMMAGE À ZIGHOUD YUCEF

Le 70^e anniversaire de sa mort commémoré à Skikda et Constantine

Les wilayas de Skikda et de Constantine ont commémoré, hier, le 70^e anniversaire de la mort en martyr du héros Zighoud Youcef (1921-1956).

À Skikda, les cérémonies commémoratives, supervisées par le wali, Said Akhrouf, en présence des autorités locales civiles et militaires, de la famille révolutionnaire et de citoyens, se sont déroulées dans la région de Hamri (commune de Sidi Mezghiche) où Zighoud était tombé au champ d’honneur. Après la levée des couleurs nationales et l’exécution de l’hymne national, une gerbe de fleurs a été déposée au pied de la stèle érigée à la mémoire du héros, avant la lecture de la Fatiha du Saint Coran en hommage aux martyrs de la glorieuse Révolution. M. Mohamed Gouicem, professeur d’histoire à l’université de Skikda, a évoqué, dans une allocution prononcée à cette occasion, l’itinéraire militant de Zighoud Youcef et sa lutte acharnée contre le colonisateur français, et mis en exergue son intelligence dans la planification de la Révolution, la préparation et l’exécution de l’offensive historique du Nord-Constantinois, le 20 août 1955. L’orateur a évoqué le parcours du Martyr qui a entamé la lutte au sein du Parti du peuple algérien, à l’âge de 17 ans, avant de rejoindre les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et de devenir, par la suite, un membre actif de l’Organisation spéciale (OS) et du groupe historique des 22, au sein duquel il a participé aux préparatifs du déclenchement de la glorieuse Révolution. Il fut ensuite l’adjoint du



martyr Didouche Mourad, commandant de la zone II (Nord-Constantinois), avant de lui succéder après que celui-ci fut tombé au champ d’honneur. Sur le chemin du retour, après avoir pris part au Congrès de la Soummam, le 20 août 1956 dans le village d’Ifri, près d’Ouzellaguen (Béjaïa), et alors qu’il s’employait à réorganiser les unités et à expliquer les décisions de la conférence, il perdit la vie lors d’un affrontement avec l’armée coloniale française. À Constantine, les cérémonies commémoratives, supervisées par le wali

Kamel Eddine Kerbouche en présence des autorités locales civiles et militaires, de la famille révolutionnaire et de citoyens, se sont déroulées au cimetière des martyrs de la commune de Zighoud-Youcef, berceau du martyr. La commémoration a été marquée par une minute de silence à la mémoire des martyrs, la levée des couleurs nationales et l’exécution de l’hymne national, tandis qu’un cours dédié à cette commémoration a été donné à l’école du chahid Moussa Boudersa. ■

Soixante-quatre ans après, l’Assemblée constituante revisitée à Alger



Une conférence s’est tenue hier à Alger pour marquer le 64^e anniversaire de l’élection de l’Assemblée nationale constituante. Organisée par l’association Machaâl Echahid au

siège du quotidien El Moudjahid, elle a mis en lumière le rôle de cette institution dans la construction de l’État algérien indépendant. Le moudjahid Aïssa Kasmi a rappelé les conditions de sa naissance le

20 septembre 1962. Au lendemain de l’indépendance, cette assemblée a posé les bases de l’État en élaborant la première Constitution du pays en 1963 et en permettant la formation du gouvernement dirigé par Ahmed Ben Bella. L’élection d’une assemblée constituante, juste après le cessez-le-feu et le référendum d’autodétermination, a contredit les prédictions de la France coloniale, convaincue que l’Algérie ne pourrait se passer des Français. Aïssa Kasmi a aussi évoqué la figure de Ferhat Abbas, premier président élu de l’Assemblée et, auparavant, premier président du Gouvernement provisoire de la République algérienne à partir du 19 septembre 1958. La mission principale de l’Assemblée consistait à rédiger la Constitution. Le texte a été adopté en août 1963 par 139 voix. **R. N.**